

MAUGES COMMUNAUTÉ
CONSEIL COMMUNAUTAIRE - SÉANCE DU 19 AVRIL 2023
PROCÈS-VERBAL

L'an deux mil vingt-trois, le 19 avril à 18h30, les conseillers de la Communauté d'agglomération « Mauges Communauté » légalement convoqués, se sont réunis au siège de Mauges Communauté, salle Loire et Moine, Commune déléguée de Beaupréau à Beaupréau-en-Mauges, sous la présidence de Monsieur Didier HUCHON, Président.

Étaient présents :

BEAUPRÉAU-EN-MAUGES : Franck AUBIN – Didier SAUVESTRE – Thérèse COLINEAU – Marie-Ange DÉNÉCHÈRE – Olivier MOUY – Régis LEBRUN – Annick BRAUD – Sonia FAUCHEUX – Philippe COURPAT ;

CHEMILLÉ-EN-ANJOU : Hervé MARTIN - Sophie BIDE-ENON – Luc PELÉ – Anne-Rachel BODEREAU ;

MAUGES-SUR-LOIRE : Gilles PITON - Yannick BENOIST - Claudie MONTAILLER – Jean BESNARD – Marie LE GAL – Nadège MOREAU ;

MONTREVAULT-SUR-ÈVRE : Christophe DOUGÉ – Serge PIOU – Denis RAIMBAULT – Isabelle HAIE – Danielle JARRY – Sylvie MARNÉ ;

ORÉE-D'ANJOU : André MARTIN - Philippe GILIS – Céline PIGRÉE – Isabelle BILLET – Ludovic SÉCHÉ – Émilie BOUVIER ;

SÈVREMOINE : Didier HUCHON – Richard CESBRON - Chantal GOURDON – Catherine BRIN – Paul NERRIÈRE – Geneviève GAILLARD – Mathieu LERAY – Claire BAUBRY – Céline BONNIN.

Nombre de présents : 40

Pouvoirs : Corinne BLOCQUAUX donne pouvoir à Mathieu LERAY, Benoît BRIAND donne pouvoir à Isabelle HAIE, Guylène LESERVOISIER donne pouvoir à Olivier MOUY, Yann SEMLER-COLLERY donne pouvoir à Didier HUCHON.

Nombre de pouvoirs : 4

Étaient excusés : Corinne BLOCQUAUX – Benoît BRIAND – Brigitte LEBERT – Thierry LEBREC – Guylène LESERVOISIER – Yann SEMLER-COLLERY – Christelle BARBEAU – Pascal CASSIN – Christophe JOLIVET.

Nombre d'excusés : 9

Secrétaire de séance : Olivier MOUY

En application des articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 6 du règlement intérieur du Conseil communautaire, Monsieur le Président propose de désigner Monsieur Olivier MOUY comme secrétaire de séance.
Le Conseil communautaire approuve à l'unanimité cette désignation.

Compte-rendu de l'exercice des pouvoirs délégués au Bureau et à Monsieur le Président en vertu de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales :

1. Délibérations adoptées par le Bureau :

- Délibération n°B2023-04-05-01 : Approbation du procès-verbal du Bureau communautaire du 8 mars 2023.
- Délibération n°B2023-04-05-02 : Adoption d'un nouveau forfait mobilités pour les agentes et agents de Mauges Communauté.

2. Décisions posées par Monsieur le Président :

- Arrêté n°AR-AG-2023-19 : Choix du titulaire du marché relatif au traitement thermique à la vapeur en zones d'activités économiques et sur le patrimoine de Mauges Communauté.
Attribué à la société DPE Désherbage Propreté Écologique.
Montant : 50 716.68 € HT.
- Arrêté n°AR-AG-2023-21 : Passation d'un contrat de prestation avec l'association « Écoute pour voir ! » dans le cadre d'une résidence de journaliste sur le territoire de Mauges Communauté.
Engagement d'une journaliste en résidence dans le cadre de la politique culturelle et patrimoniale de Mauges Communauté.
- Arrêté n°AR-AG-2023-22 : Déclaration sans suite des lots n°4 et 10 du marché relatif aux travaux de construction de la déchèterie à Jallais (commune de Beaupréau-en-Mauges).
Motif : absence d'offre.
- Arrêté n°AR-AG-2023-23 : Prise en charge financière d'un hydrocurage au 55 rue de la Loire à La Pommeraye (commune de Mauges-sur-Loire) suite à des travaux de mise en séparatif.
Prise en charge de 165 € TTC pour réparation du préjudice subi par le propriétaire.
- Arrêté n°AR-AG-2023-30 : Fermeture de l'aire d'accueil des gens du voyage de Beaupréau-en-Mauges.
Fermeture du mercredi 12 avril au dimanche 16 avril 2023 pour travaux.

Le Conseil communautaire :

- DÉCIDE :

Article unique : De prendre acte de l'exercice des pouvoirs délégués tel qu'exposé ci-dessus.

A- Décisions :

Délibération N°C2023-04-19-01 : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du mercredi 22 mars 2023.

EXPOSÉ :

Monsieur le Président présente pour approbation le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du mercredi 22 mars 2023. Aucune remarque n'est formulée.

Le Conseil communautaire :
Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article unique : D'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communautaire du mercredi 22 mars 2023.

0- Administration générale et communication

Néant.

1- Pôle Ressources

1.1- Délibération N°C2023-04-19-02 : Attribution du marché n°202301-451-L01/L13 – Travaux de construction de la déchèterie de Jallais (commune de Beaupréau-en-Mauges).

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence gestion des déchets, Mauges Communauté assure la gestion des déchèteries. À ce titre, une consultation sous la forme d'une procédure adaptée a été engagée par un avis d'appel public à la concurrence le 20 janvier 2023, pour des travaux de construction de la déchèterie de Jallais, commune de Beaupréau-en-Mauges.

Ce marché est composé de treize (13) lots :

- Lot n°1 : VRD et réseaux, estimé à 890 000,00 €HT ;
- Lot n°2 : Gros œuvre, estimé à 145 000,00 €HT ;
- Lot n°3 : Charpente bois, estimé à 30 000,00 €HT ;
- Lot n°4 : Couverture métallique, estimé à 38 000,00 €HT ;
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures, estimé à 15 000,00 €HT ;
- Lot n°6 : Serrurerie, estimé à 30 000,00 €HT ;
- Lot n°7 : Plâtrerie-Menuesseries intérieures-Plafonds suspendus, estimé à 13 000,00 €HT ;
- Lot n°8 : Carrelage-Faïence, estimé à 7 000,00 €HT ;
- Lot n°9 : Peintures, estimé à 10 000,00 €HT ;
- Lot n°10 : Électricité-Courants faibles-Chauffage, estimé à 20 000,00 €HT ;
- Lot n°11 : Plomberie-Sanitaires, estimé à 12 000,00 €HT ;
- Lot n°12 : Vidéoprotection et alarme, estimé à 22 000,00 €HT ;
- Lot n°13 : Équipements de quai-Signalétique, estimé à 100 000,00 €HT.

Soit un coût prévisionnel des travaux, défini par le maître d'œuvre, ATLANCE, dans le cadre de sa mission APD, d'un montant de 1 332 000 € HT.

La date limite de remise des offres était fixée au 06 mars 2023 à 10h00. Les offres qui ont été présentées étaient réparties comme suit :

- Lot n°1 : VRD et réseaux : 5 offres ;
- Lot n°2 : Gros œuvre : 4 offres ;
- Lot n°3 : Charpente bois : 2 offres ;
- Lot n°4 : Couverture métallique : aucune offre ;
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures : 5 offres ;
- Lot n°6 : Serrurerie : 7 offres ;
- Lot n°7 : Plâtrerie-Menuesseries intérieures-Plafonds suspendus : 2 offres ;
- Lot n°8 : Carrelage-Faïence : 3 offres ;
- Lot n°9 : Peintures : 3 offres ;
- Lot n°10 : Électricité-Courants faibles-Chauffage : aucune offre ;
- Lot n°11 : Plomberie-Sanitaires : 3 offres ;
- Lot n°12 : Vidéo-protection et alarme : 1 offre ;
- Lot n°13 : Équipements de quai-Signalétique : 4 offres.

Les offres ont été analysées selon les critères fixés au règlement de consultation (prix, valeur technique et délai). La Commission spéciale MAPA, lors de sa réunion du 29 mars 2023, propose d'attribuer le marché de Travaux de construction de la déchèterie à Jallais – Commune de Beaupréau-en-Mauges à :

- Lot n°1 : VRD et réseaux : Société des Terrassements JUSTEAU, pour un montant de 680 711,75 €HT ;
- Lot n°2 : Gros œuvre : BOISSEAU Maçonnerie, pour un montant de 135 000,00 €HT ;
- Lot n°3 : Charpente bois : VERON DIET, pour un montant de 29 507,89 €HT ;
- Lot n°5 : Menuiseries extérieures : RAIMBAULT Olivier, pour un montant de 7 662,54 €HT ;
- Lot n°6 : Serrurerie : S2M, pour un montant de 22 452,45 €HT ;
- Lot n°7 : Plâtrerie-Menuesseries intérieures-Plafonds suspendus : AGTI, pour un montant de 18 250,00 €HT ;
- Lot n°8 : Carrelage-Faïence : MALEINGE, pour un montant de 6 463,45 €HT ;
- Lot n°9 : Peintures : BAUDON Georges, pour un montant de 5 642,55 €HT ;
- Lot n°11 : Plomberie-Sanitaires : BORDRON Associés, pour un montant de 9 000,00 €HT ;
- Lot n°12 : Vidéo-protection et alarme : LERAY Sécurisé, pour un montant de 14 101,00 €HT ;
- Lot n°13 : Équipements de quai-Signalétique : SGR Maintenance, pour un montant de 64 855,00 €HT.

Soit un total pour l'ensemble des lots (exceptés les deux lots n°4 et 10 – infructueux) de 993 646,63 €HT.

Considérant l'absence d'offre, les lots n°4 (Couverture métallique) et n°10 (Électricité-Courants faibles-Chauffage) ont été déclarés infructueux (arrêté n° AR-AG-2023-22 du 24/03/2023). Conformément à l'article R2122-2 3° du Code de la Commande Publique, les marchés pour les lots n°4 et n°10 sont passés sans publicité ni mise en concurrence préalable.

Il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser la signature des marchés correspondant avec les entreprises ci-dessus.

Le Conseil communautaire :

Vu le dossier de consultation des entreprises ;

Vu la proposition de la Commission spéciale pour l'attribution des marchés passés en procédure adaptée en date du 29 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 05 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article unique : D'autoriser Monsieur le Président à signer les marchés n°202301-451-L01 à L13 – Travaux de construction de la déchèterie à Jallais, avec les entreprises citées ci-dessus.

Intervention de Monsieur Gilles PITON : Pour compléter, on avait une estimation à 1 342 000 € HT, les deux lots infructueux représentent 58 000 € donc le marché global sera aux alentours de 1 050 000 €. On a une économie au niveau du marché VRD et réseaux.

Remarque de Madame Marie LE GAL : Le tableau présenté ne correspond pas exactement à la notice explicative, certaines informations diffèrent.

Réponse de Madame Chantal GOURDON : La note explicative contient en effet deux erreurs aux lots n° 7 et 13, mais les informations présentées dans la diapositive affichée à l'écran sont exactes, et sont celles par rapport auxquelles on vote.

1.2- Délibération N°C2023-04-19-03 : Modification du tableau des effectifs.

EXPOSÉ :

Monsieur le Président expose :

Durant l'année 2022 et le début de l'année 2023, de nombreux postes ont été ouverts au tableau des effectifs. Parfois, plusieurs postes ont été ouverts au tableau des effectifs pour un seul recrutement effectif, mais afin de s'assurer que celui-ci pourrait être pourvu dans tous les cadres d'emploi possibles. De plus, des changements liés aux organisations des services (nouvel organigramme des services) et des évolutions de carrières de certains agents, amènent Mauges Communauté à proposer la fermeture de certains postes. Il convient donc de supprimer du tableau des effectifs, les postes suivants :

Cadre d'emplois	Service	Fonction	Cadre horaire	Effectif	Motif
Fermures des postes permanents					
Attaché territorial hors classe - Titulaire	Affaires juridiques	Chargé des affaires juridique	35/35 ^{ème}	1	Agent ayant muté au 01/04/2022. >> L'agente retenue pour pourvoir à cette vacance de poste détient le grade d'Attaché.
Attaché territorial principal - Titulaire	Direction de l'aménagement	Directrice du Pôle aménagement	35/35 ^{ème}	1	Agent ayant fait valoir ses droits à la retraite au 01/10/2022. >> L'agente retenue pour pourvoir à cette vacance de poste détient le grade d'Ingénieur.
Attaché territorial – titulaire ou contractuel	Finances – Commande publique	Gestionnaire de la Commande publique – Adjoint au Responsable FCP	35/35 ^{ème}	1	L'agente recrutée (mobilité interne) détient le grade de Rédacteur.
Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe - Titulaire	Finances – Commande publique	Gestionnaire de la Commande publique	35/35 ^{ème}	1	Nomination d'une agente sur le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux au 01/04/2022 suite à réussite à concours de rédacteur.
Adjoint administratif - Titulaire	Finances – Commande publique	Comptable	35/35 ^{ème}	1	Compte tenu de l'activité du service, il a été proposé de basculer 1 poste de comptable en commande publique pour lequel le recrutement a été fait sur le cadre d'emploi de rédacteur territorial.

Ingénieur - titulaire	SIG - Observatoire	Responsable de service	35/35 ^{ème}	1	Agente ayant muté le 19/07/2022 et non remplacée.
Agent de maîtrise principal - Titulaire	ADS	Instructeur ADS	35/35 ^{ème}	1	L'agente a été nommée par la voie de la promotion interne Technicien territorial au 01/10/22 (délibération du 21/09/2022 n°C2022-09-21-24).
Agent de maîtrise - Titulaire	Service contrôles et conseils à l'utilisateur (Pôle Grand cycle de l'eau)	Adjoint à la responsable de service	35/35 ^{ème}	1	Nomination de l'agent sur le cadre d'emplois des techniciens territoriaux au 01/12/2022 suite à réussite à concours de technicien.
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe - Titulaire	Service exploitation assainissement	Adjoint au Technicien d'exploitation AC/EP	35/35 ^{ème}	1	L'agent a été nommé par la voie de la promotion interne Agent de maîtrise (délibération du 22/06/2022 n°C2022-06-22-02).
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe - Titulaire	ADS Service contrôles et conseils à l'utilisateur (Pôle Grand cycle de l'eau)	Instructeur ADS Adjoint à la responsable de service	35/35 ^{ème}	2	Les 2 agents ont été nommés par la voie de la promotion interne Agent de maîtrise (délibération du 22/06/2022 n°C2022-06-22-02).
Assistant socio-éducatif 1 ^{ère} classe - Titulaire	Solidarités-santé	Responsable du service Solidarités-santé	35/35 ^{ème}	1	Agente ayant muté au 01/03/2022. >> L'agente retenue pour pourvoir à cette vacance de poste détient le grade d'Attaché (CDI)
Assistant socio-éducatif de 2 ^{ème} classe - Titulaire	Solidarités-santé	Référente handicap	35/35 ^{ème}	1	Agente ayant muté au 01/09/2021 >> L'agente retenue pour pourvoir à cette vacance de poste détient le grade d'Assistant socio-éducatif contractuel non permanent
Agent social - Titulaire	Solidarité-santé	Coordinatrice CLIC	35/35 ^{ème}	1	Nomination de l'agente sur le cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux au 01/02/2023 suite à réussite à concours de rédacteur. (Délibération du 14/12/2022 n°C2022-12-14-06)
Fermetures des postes non permanents					
Attaché territorial – contractuel non permanent	Habitat	Chargé de mission habitat	35/35 ^{ème}	1	Poste initialement ouvert sur un contrat de projet de 36 mois > ce poste a été ouvert sur emploi permanent par délibération le 22/06/2022 (Délibération n°C2022-06-22-

					02).
Attaché territorial – contractuel non permanent	Urbanisme	Chargé de mission SCoT	35/35 ^{ème}	1	Poste initialement ouvert sur un contrat de projet de 36 mois > ce poste a été ouvert sur emploi permanent par délibération le 21/09/2022 (Délibération n°C2022-09-21-24)
Attaché territorial – contractuel non permanent	Relations avec les entreprises et animation territoriale	Chargé de mission économie circulaire	35/35 ^{ème}	1	Poste transformé en poste permanent sur les fonctions de Chargé emploi – formation.
Rédacteur territorial – contractuel non permanent	Communication	Journaliste des Cahiers des Mauges	7,73/35 ^{ème}	1	Poste non pourvu : depuis 3 ans, Mauges Communauté fait appel à une prestation de service
Rédacteur territorial – contractuel non permanent	Communication	Chargé de communication numérique	35/35 ^{ème}	1	Ce poste a été pérennisé sur emploi permanent Rédacteur territorial par délibération du 23/03/2022 (Délibération du 23/03/2022 n°C2022-03-23-02)
Adjoint administratif – contractuel non permanent	Secrétariat général ADS Gestion des déchets Service administratif Grand cycle de l'eau	Postes administratifs : agents d'accueil, secrétariat et instructeur	35/35 ^{ème}	5	Ces 5 postes créés initialement pour remplacer des agents en disponibilité ou détachement ou mis à disposition, ont été pérennisés sur emplois permanents au cours de l'année 2022.
Attaché de conservation du patrimoine – contractuel non permanent	Archives	Archiviste	35/35 ^{ème}	1	Ce poste a été pérennisé sur emploi permanent Attaché de conservation du patrimoine par délibération du 21/09/2022 (Délibération du 23/03/2022 n°C2022-09-22-24)
Assistant socio-éducatif – contractuel non permanent	Solidarité-santé	Référente handicap	35/35 ^{ème}	1	Le poste a été pérennisé sur emploi permanent Conseiller socio-éducatif par délibération du 22/06/2022 (Délibération n°C2022-06-22-02).

En prévision de la campagne d'avancement de grade 2023, et en complément de la délibération n° C2023-01-18-04 du 18 janvier 2023, il convient d'ouvrir au tableau des effectifs les postes suivants :

Grade	Service	Cadre horaire	Effectif	Motif
Ouvertures				
Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe – Titulaire Emploi permanent	-	35/35 ^{ème}	3	Prévision de la campagne d'avancement de grade

Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe – Titulaire Emploi permanent	-	35/35 ^{ème}	1	Prévision de la campagne d'avancement de grade
Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe – Titulaire Emploi permanent	-	35/35 ^{ème}	1	Prévision de la campagne d'avancement de grade
Agent de maîtrise principal	-	35/35 ^{ème}	1	Prévision de la campagne d'avancement de grade

Le Conseil communautaire :

Vu la délibération n° C2023-01-18-04 du 18 janvier 2023 ;

Vu les lignes directrices de gestion de Mauges Communauté ;

Vu l'avis du Comité social territorial du 31 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 05 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : De fermer :

- Deux (2) postes au sein du cadre d'emploi des adjoints techniques territoriaux ;
- Deux (2) postes au sein du cadre d'emploi des agents de maîtrise territoriaux ;
- Un (1) poste au sein du cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux ;
- Un (1) poste au sein du cadre d'emploi des agents sociaux territoriaux ;
- Trois (3) postes, dont deux (2) permanents et un (1) non permanent, au sein du cadre d'emploi des agents socio-éducatifs territoriaux ;
- Un (1) poste non permanent au sein du cadre d'emploi des attachés de conservation du patrimoine territoriaux ;
- Trois (3) postes, dont deux (2) permanents et un (1) non permanent, au sein du cadre d'emploi des adjoints administratifs territoriaux ;
- Deux (2) postes non-permanents au sein du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux ;
- Cinq (5) postes, dont deux (2) permanents et trois (3) non permanents, au sein du cadre d'emploi des attachés territoriaux.

Article 2 : D'ouvrir :

- Trois (3) postes sur le grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe ;
- Un (1) poste sur le grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe ;
- Un (1) poste sur le grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe ;
- Un (1) poste sur le grade d'agent de maîtrise principal.

Monsieur Régis LEBRUN rejoint la séance à 18h48.

1.3- Délibération N°C2023-04-19-04 : Comptes de gestion 2022 du budget principal et des budgets annexes « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés », « Zones d'activités économiques », « Bâtiments d'activités économiques », « Mobilité », « Scènes de Pays », « Eau », « Assainissement collectif » et « Assainissement non collectif ».

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Le Conseil communautaire est invité à examiner le compte de gestion de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes : « collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés », « Zones d'activités économiques », « Bâtiments d'activités économiques », « Mobilité », « Scènes de Pays », « Eau », « Assainissement collectif » et « Assainissement non collectif ».

Il est ainsi invité à s'assurer, pour ces neuf (9) budgets, que le comptable public a repris le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui des titres de recettes émis, celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il a été prescrit de passer dans ses écritures.

Le Conseil communautaire :

- 1- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- 2- Statuant sur l'exécution des budgets, principal et annexes, de l'exercice 2022 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- 3- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Vu l'article L1612-12 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : De déclarer que le compte de gestion du budget principal dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 2 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Zones d'activités économiques » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 4 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Bâtiments d'activités économiques » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 5 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Mobilité » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 6 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Scènes de Pays » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 7 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Eau » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 8 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Assainissement collectif » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Article 9 : De déclarer que le compte de gestion du budget annexe « Assainissement non collectif » dressé pour l'exercice 2022 par le receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

Question de Monsieur Olivier MOUY : Pourquoi une aussi faible réalisation sur l'eau pluviale dans le budget principal ?

Réponse de Monsieur Christophe DOUGÉ : Des travaux sont en cours, notamment sur le séparatif. Il y a eu pour le service une montée en charge en 2021 puis encore davantage en 2022, et encore à venir en 2023. Il y a surtout eu des études de menées jusqu'ici, on effectue désormais plus de travaux en 2023.

Réponse de Monsieur Olivier MOUY : Sur Beaupréau-en-Mauges, le Ruisseau du Parc a été rénové. Plutôt qu'un ruisseau, il s'agit plutôt d'un exutoire, qui déborde lorsqu'il pleut, ce qui a été signalé depuis plusieurs dizaines d'années. Il est donc étonnant qu'en 3 ans les sommes nécessaires n'aient pas été mobilisées alors que c'était budgété ; on pourrait accélérer les travaux sur cette partie car les débordements de ce ruisseau ont des conséquences dommageables pour l'environnement. Il m'avait été répondu que les travaux à réaliser exigeaient de telles sommes que l'on ne pouvait les réaliser qu'avec des financements de l'Agence de l'eau, que nous avons d'ailleurs obtenus. Il est dommage qu'on ne mette pas davantage de moyens sur cette partie. Il est également dommage que les recrutements n'aillent pas aussi vite que les projets ; il nous faudrait faire mieux l'année prochaine, en dépensant l'argent dont nous disposons sur les ressources et sur les projets, notamment sur la partie Environnement.

Réponse de Monsieur Christophe DOUGÉ : En janvier 2022, nous avons signé notre accord de programmation avec l'Agence de l'eau. L'année 2022 a été consacrée principalement aux études avant travaux, dont ceux sur les réseaux de Beaupréau-en-Mauges et la préfiguration de la nouvelle station d'épuration. Les travaux de mise en séparatif de tout l'amont du ruisseau du Parc ont été passés en délibération au précédent Conseil, quartier Saint-Martin, qui vont débiter d'ici l'été. La réunion avec les riverains du quartier pour le lancement de cette opération a lieu prochainement.

1.4- Délibération N°C2023-04-19-05a : Comptes administratifs 2022 du budget principal et des budgets annexes.

Monsieur le Président quitte la salle.

Conformément à l'article L.2121-14 du Code général des collectivités territoriales, Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, est élue à l'unanimité pour présider la séance.

Il est en outre précisé que le pouvoir de Monsieur Yann SEMLER-COLLERY, donné à Monsieur Didier HUCHON, Président, n'est pas pris en compte pour le vote des neuf (9) comptes administratifs.

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

À la suite de l'examen des comptes de gestion de l'exercice 2022 du budget principal et des budgets annexes « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés », « Zones d'activités économiques », « Bâtiments d'activités économiques », « Mobilité », « Scènes de Pays », « Eau », « Assainissement collectif » et « Assainissement non collectif », le Conseil communautaire est invité à statuer sur les comptes administratifs de chacun de ces neuf (9) budgets, dressés par l'ordonnateur et qui sont conformes aux comptes de gestion dressés par le comptable public.

Budget Principal :

Les dépenses réelles de fonctionnement ont été réalisées à 67.04% par rapport au budget prévu. Cependant, après déduction des crédits provisionnés pour le programme local de l'habitat, et inscrits en restes à réaliser en 2023, ce taux de réalisation passe à 81.63%.

Les charges à caractère général n'ont été réalisées qu'à 69.76%.

Cette faible réalisation est en partie due au service Eau Pluviale, qui n'a utilisé que 37.51% crédits prévus, soit 470 552 € sur 1 254 605 €.

Concernant les charges de personnel, les recrutements prévus au cours de l'année 2022 ont été provisionnés sur une année. Ce provisionnement explique la réalisation à 83.84% des charges de personnel, couvrant l'ensemble des services (paiement des personnels sur le budget principal et remboursement par les budgets annexes).

Les recettes réelles de fonctionnement ont été réalisées à hauteur de 97.02%. Les recettes fiscales des entreprises, 14 472 083 €, réalisées à 99.95% du prévisionnel, représentent 25.35% des recettes. La

dotation globale de fonctionnement s'est élevée à 6 747 969 €, soit +1.87% par rapport au prévisionnel. Les produits des services n'ont été réalisés qu'à 81.37%. Ce taux, concernant le service Eau Pluviale, est de 36.34%, à mettre en parallèle avec le taux de réalisation des travaux et prestations du service. Les **investissements** représentent 6 280 851 €, dont 2 125 000 € d'augmentation du capital de la SEM Mauges Énergies, 1 457 555 € de renouvellement, extension ou déconnection des réseaux d'eau pluviale, et 1 925 472 € d'aménagement de locaux administratifs, modulaire siège et bâtiment Grand cycle de l'eau.

Un emprunt de 3 285 000 € a été réalisé pour l'aménagement des locaux administratifs et autres investissements.

Un emprunt de 2 000 000 € a été réalisé pour les travaux du service Eau Pluviale.

Budget Gestion des déchets :

Les dépenses de fonctionnement font apparaître un taux de réalisation de 97.37%, soit 12 188 786 € de dépenses réelles, dont 6 560 918 € de prestations de services et 3 366 603 € de participation à VALOR 3E pour le tri des emballages et le traitement du résiduel.

En recettes de fonctionnement, 1 105 159 € de redevance avaient été inscrits au budget pour l'équilibre de la section. Déduction faite de cette inscription d'équilibre, les recettes perçues, 13 012 339 € sont de 9.36% supérieures au prévisionnel ; +5.71% pour la redevance incitative, +45.90% pour la vente de marchandises, +5.89% pour les subventions des éco-organismes.

Les investissements se sont élevés à 1 433 931 €, dont 946 517 € pour la restructuration des déchèteries et 309 391 € pour l'achat et la distribution de bacs.

Un emprunt de 4 606 000 € a été réalisé pour la restructuration des déchèteries.

Budget Zones d'activités économiques :

L'entretien des zones d'activités économiques existantes s'est élevé à 1 187 477 €.

2 727 998 € ont été investis dans l'extension et l'aménagement des zones. La vente de terrains aménagés s'est élevée à 602 158 €.

L'entretien des zones, les charges et taxes afférentes, ont été financés par le budget principal à hauteur de 1 410 733 €.

Par ailleurs, un prêt de 1 100 000 € a été réalisé.

Budget Bâtiments d'activités économiques :

Les charges à caractère général sont limitées, 122 664 €, dont 69 593 € de taxes foncières. 23 611 € ont été consacrés à l'entretien des bâtiments.

Deux bâtiments ont été vendus : l'atelier relais, rue du Luxembourg, à Saint-Germain-sur-Moine, commune de Sèvremoine, pour 675 000 €, et l'atelier relais en zone artisanale des Trois Routes Est, à Chemillé, commune de Chemillé-en-Anjou, pour 720 000 €.

Le bâtiment de l'entreprise Eglantine Création, à Bouzillé, commune d'Orée d'Anjou, est arrivé en fin de crédit-bail.

Considérant l'installation d'entreprises locataires, et l'outil de promotion économique qu'il représente, le bâtiment SYNERGIE, à Saint-Pierre-Montlimart, commune de Montrevault-sur-Èvre, a été intégré à ce budget pour un montant de 1 000 000 €, subventionné à hauteur de 650 000 €.

Budget Mobilité :

Le budget Mobilité atteint un taux de réalisation de 98.4% des **dépenses réelles de fonctionnement**.

Sur 6 359 969 € de dépenses, les prestations de service représentent 6 008 286 €, dont 5 782 220 € pour les transports scolaires.

Les **recettes de fonctionnement** affichent le même taux de réalisation, 98.4%, du fait de l'équilibre du budget par versement d'une subvention du budget principal : 1 976 054 € sur 2 187 735 € prévus.

Les subventions du Conseil régional s'élèvent à 3 104 630 € ; les recettes des voyageurs à 997 225 € ; la location des vélos électriques à 8 012 €.

L'équipement en téléphonie représente le seul investissement, à hauteur de 44 830 €.

Budget Scènes de Pays :

Les dépenses de fonctionnement du budget affichent un taux de réalisation de 99.76% : 1 024 676 € sur 1 027 167 € prévus. Les prestations de services (pour l'essentiel les contrats de cession), représentent 344 660 €.

Les recettes de fonctionnement affichent le même taux de réalisation, 99.76%, du fait de l'équilibre du budget par versement d'une subvention du budget principal : 526 900 € sur 528 220 € prévus. Les subventions sont à hauteur de 218 687 €, les recettes de billetterie 257 864 €, et le mécénat 21 026 €.

Les investissements s'élèvent à 78 720 €, dont 21 450 € pour des gradins mobiles et 32 675 € pour l'achat d'un véhicule utilitaire.

Budget Eau :

Ce service faisant l'objet d'une délégation, **les dépenses de fonctionnement** du budget sont pour l'essentiel des dépenses de transfert vers la section d'investissement pour le financement de l'extension des réseaux. Ainsi, sur 1 938 480 € de dépenses, 1 473 928 € sont consacrés à l'amortissement des immobilisations. Par ailleurs, l'autofinancement complémentaire de 1 665 375 € n'a pas été mobilisé.

Les investissements réalisés s'élèvent à 2 242 040 €. Le budget conservant un excédent d'investissement cumulé important de 3 560 504 €.

Budget Assainissement collectif :

Les dépenses réelles de fonctionnement, 5 974 285 €, représentent 82.8% du prévisionnel.

Les dépenses de sous-traitance générale représentent 987 776 €. 1 105 280 € ont été consacrés à l'entretien des réseaux et infrastructures.

2 068 661 € ont été consacrés à l'amortissement des immobilisations.

À noter que la charge financière s'élève à 226 934 €, pour 1 385 380 € de remboursement du capital.

Du fait d'un versement du solde des recettes dues par le délégataire du service d'adduction et distribution d'eau potable, sortant au 31 décembre 2021, et en charge du recouvrement de la redevance assainissement, **les recettes** liées au service s'élèvent exceptionnellement à 10 730 833 €, soit +14.85% par rapport au prévisionnel, dégagant un excédent de fonctionnement important, 2 687 887 €, non représentatif de l'équilibre réel du service.

Les **investissements** réalisés, d'un montant de 8 531 288 €, se répartissent en 5 626 915 € de travaux de construction, dont 4 607 328 € pour les stations d'épuration de Liré/Drain et Montfaucon/Montigné, et 2 175 166 € de travaux sur réseaux.

Un emprunt de 3 653 400 € a été réalisé pour le financement des stations d'épuration.

Budget SPANC :

Les dépenses de fonctionnement sont réalisées à 93.75% du prévisionnel, et correspondent pour l'essentiel aux charges de personnel, 177 100 € sur 215 469 €. Ce taux de réalisation montre la fin de la structuration du service et de la cellule de contrôle.

Concernant les **recettes** de la section, la facturation des contrôles réalisés s'élève à 281 058 €. Le suréquilibre constaté reste à nuancer par une charge de personnel non suffisamment imputée sur ce budget annexe. Cependant, ce budget trouve son équilibre en 2022.

Aucun investissement n'a été réalisé.

Les résultats ressortant des comptes administratifs sont les suivants :

BUDGET PRINCIPAL 450	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	30 234 505,91 €	6 901 399,96 €
Recettes	33 182 180,14 €	10 342 445,47 €
Résultat exercice	2 947 674,23 €	3 441 045,51 €
Résultat antérieur	23 898 618,31 €	- 475 056,85 €
Résultat cumulé	26 846 292,54 €	2 965 988,66 €

BUDGET ANNEXE 451 DECHETS	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	11 425 788,75 €	1 686 647,05 €
Recettes	13 038 909,48 €	5 806 590,19 €
Résultat exercice	1 613 120,73 €	4 119 943,14 €
Résultat antérieur	- 1 276 077,44 €	473 453,12 €
Résultat cumulé	337 043,29 €	4 593 396,26 €

BUDGET ANNEXE 452 ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	4 961 640,73 €	3 172 447,99 €
Recettes	4 961 640,73 €	1 809 400,45 €
Résultat exercice	0,00 €	- 1 363 047,54 €
Résultat antérieur	0,00 €	- 5 231 892,95 €
Résultat cumulé	0,00 €	- 6 594 940,49 €

BUDGET ANNEXE 453 BATIMENTS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	2 220 579,33 €	1 741 904,97 €
Recettes	2 064 092,11 €	2 893 033,06 €
Résultat exercice	- 156 487,22 €	1 151 128,09 €
Résultat antérieur	- 179 496,93 €	644 864,75 €
Résultat cumulé	- 335 984,15 €	1 795 992,84 €

BUDGET ANNEXE 454 MOBILITÉ	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	6 370 713,03 €	44 830,48 €
Recettes	6 372 733,41 €	10 743,81 €
Résultat exercice	2 020,38 €	- 34 086,67 €
Résultat antérieur	0,00 €	32 066,29 €
Résultat cumulé	2 020,38 €	- 2 020,38 €

BUDGET ANNEXE 455 SCENES DE PAYS	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	1 011 925,53 €	78 720,31 €
Recettes	1 024 676,39 €	0,00 €
Résultat exercice	12 750,86 €	- 78 720,31 €
Résultat antérieur	- 12 750,86 €	144 921,00 €
Résultat cumulé	0,00 €	66 200,69 €

BUDGET ANNEXE 456 EAU	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	1 938 480,26 €	2 242 040,52 €
Recettes	5 854 189,27 €	1 510 404,47 €
Résultat exercice	3 915 709,01 €	- 731 636,05 €
Résultat antérieur	298 475,92 €	4 292 140,68 €
Résultat cumulé	4 214 184,93 €	3 560 504,63 €

BUDGET ANNEXE 457 ASSAINISSEMENT COLLECTIF	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	8 042 946,79 €	9 916 619,09 €
Recettes	10 730 833,90 €	11 436 051,38 €
Résultat exercice	2 687 887,11 €	1 519 432,29 €
Résultat antérieur	0,00 €	- 1 433 017,75 €
Résultat cumulé	2 687 887,11 €	86 414,54 €

BUDGET ANNEXE 457 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Dépenses	215 469,17 €	0,00 €
Recettes	281 415,32 €	0,00 €
Résultat exercice	65 946,15 €	0,00 €
Résultat antérieur	- 294 779,13 €	4 469,03 €
Résultat cumulé	- 228 832,98 €	4 469,03 €

Résultat budgets agrégés	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT
Exercice	11 088 621,25 €	8 024 058,46 €
Cumulé	33 522 611,12 €	6 476 005,78 €

Le Conseil communautaire :

Après avoir élu son président de séance, et constaté que Monsieur le Président s'est retiré ;

Vu les articles L1612-12 et L2121-14 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré :

- DÉCIDE :

Article premier : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget principal 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 2 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 3 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Zones d'activités économiques » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 4 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Bâtiments d'activités économiques » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 5 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Mobilité » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 6 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Scènes de Pays » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 7 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Eau » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 8 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Assainissement collectif » 2022 tel qu'il a été présenté.

Article 9 : D'adopter, à l'unanimité, le compte administratif du budget annexe « Assainissement non collectif » 2022 tel qu'il a été présenté.

1.5- Délibération N°C2023-04-19-06 : Affectation en réserve des résultats de l'exercice 2022 des budgets annexes « Mobilité » et « Assainissement collectif ».

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Le Conseil communautaire est invité à statuer sur l'affectation en réserve des résultats des budgets annexes « Mobilité » et « Assainissement collectif », selon la proposition exposée ci-après :

Budget n°454 « Mobilité » 2022 :

Excédent de fonctionnement cumulé du budget 2022 :2 020.38 €
Déficit d'investissement cumulé du budget 2022 :2 020.38 €
Pas de restes à réaliser en investissement.
Affectation :
Affectation en réserve R 1068 en investissement :2 020.38 €
Report en fonctionnement R 002 :0.00 €

Budget annexe 457 « Assainissement collectif » :

Excédent de fonctionnement cumulé du budget 2022 : 2 687 887.11 €
Excédent d'investissement cumulé du budget 2022 :86 414.54 €
Restes à réaliser en investissement :
En dépenses : 1 486 839.50 €
Pas de restes à réaliser en recette.
Solde négatif des restes à réaliser : 1 486 839.50 €
Affectation :
Affectation en réserve R 1068 en investissement : 1 400 424.96 €
Report en fonctionnement R 002 : 1 287 462.15 €

Le Conseil communautaire :
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;
Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article unique : D'affecter tel que présenté ci-dessus, aux budgets 2023, le résultat 2022 des budgets annexes n°454 « Mobilité » et n°457 « Assainissement collectif ».

1.6- Délibération N°C2023-04-19-07 : Subvention d'exploitation du Budget principal 2023 au budget n°458 « Assainissement non collectif ».

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Depuis le 1^{er} janvier 2020, Mauges Communauté exerce la compétence assainissement, comprenant deux services publics industriels et commerciaux, l'un pour l'assainissement collectif, l'autre pour l'assainissement non collectif. Chacun de ces services fait l'objet d'un budget annexe financé par les recettes afférentes.

Le service public d'assainissement non collectif (SPANC), réalisé en régie, est financé par la facturation du contrôle des installations, dont les tarifs, applicables au 1^{er} janvier 2023, ont été arrêtés par délibération n°C2022-11-16-19, du 16 novembre 2022.

La structuration du service, et, en particulier, le dimensionnement de la cellule de contrôle et la formation des agentes et agents la composant, n'a pas permis, en 2020 et 2021, d'assurer l'équilibre du budget annexe n°458 « Assainissement non collectif », qui a présenté un déficit de fonctionnement annuel de :

- 195 520.03 € en 2020 ;
- 99 259.10 € en 2021.

La réalisation budgétaire 2022 présente quant à elle un excédent de 65 946.15 €.

Par ailleurs, les contrôles prévus en 2023 permettent d'envisager un budget à l'équilibre.

Cependant, ces contrôles ne permettront pas de compenser le déficit cumulé de 228 832.98 €.

Aussi, en application de l'article L2224-2 du Code général des collectivités territoriales, qui prévoit, pour les services publics d'assainissement non collectif, lors de leur création et pour une durée limitée au maximum aux cinq premiers exercices, la possibilité de déroger au principe général de non-financement des services publics industriels et commerciaux, il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser le versement, par le budget principal, d'une subvention d'exploitation de 228 832.98 € au budget annexe n°458 « Assainissement non collectif ».

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L2224-2 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la période de structuration du service public d'assainissement non collectif, n'a pas permis l'équilibre financier du budget annexe n°458 en retraçant l'activité, déficitaire ;

Considérant cette structuration achevée, l'excédent dégagé en 2022 et la prévision d'équilibre en 2023 ;

Considérant la nécessité de couvrir le déficit cumulé du budget annexe n°458 « Assainissement non collectif » ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

- DÉCIDE :

Article unique : Le versement par le budget principal 2023, d'une subvention d'exploitation de 228 832.98 € au budget annexe n°458 « Assainissement non collectif ».

1.7- Délibération N°C2023-04-19-08 : Reprise en investissement du budget annexe n°459 « GEMAPI et eau pluviale », d'une part du résultat cumulé 2022 d'investissement du Budget principal.

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Afin d'avoir une vision budgétaire complète de la politique du Grand cycle de l'eau de Mauges Communauté, et après avoir retracé au sein de budgets annexes le coût des services publics industriels et commerciaux d'adduction et de distribution d'eau potable, d'assainissement collectif et d'assainissement non collectif, par délibération n°C2023-01-18-05, le Conseil communautaire a ouvert un budget annexe retraçant les compétences de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), et de gestion des eaux pluviales.

Des travaux en cours d'exécution pour la gestion des eaux pluviales, engagés en 2022, ont fait l'objet de restes à réaliser pour 636 377.07 €.

Il sera proposé, dans le cadre des budgets supplémentaires, d'annuler au budget principal les crédits inscrits en report, afin de les réaffecter au budget annexe n°459 « GEMAPI et eau pluviale ».

Afin d'assurer l'équilibre du budget annexe, et considérant que l'excédent d'investissement du budget principal, 2 965 988.66 €, doit couvrir le coût des travaux restant à réaliser, il est proposé de reprendre directement au budget annexe 636 377.07 €, en recette au compte 001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

- DÉCIDE :

Article unique : D'affecter comme suit l'excédent cumulé 2022 de la section d'investissement du budget principal :

Budget n°450 « Budget principal » - Recettes d'investissement – compte 001 : 2 329 611.59 €

Budget n°459 « GEMAPI et eau pluviale » - Recettes d'investissement – compte 001 : 636 377.07 €

1.8- Délibération N°C2023-04-19-09 : Budgets supplémentaires 2023.

EXPOSÉ :

Madame Chantal GOURDON, Conseillère déléguée et 13^{ème} membre du Bureau, expose :

Les budgets supplémentaires proposés, permettent, après le vote des comptes de gestion et des comptes administratifs, la reprise des résultats 2022, et l'inscription des crédits en restes à réaliser.

Les modifications apportées par ailleurs, restent en accord avec les orientations débattues lors de la séance de Conseil communautaire du 18 janvier 2023.

Dix (10) budgets supplémentaires sont soumis à l'examen :

- Le budget principal n°450 ;
- Le budget annexe n°451 « Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés » ;
- Le budget annexe n°452 « Zones d'activités économiques » ;
- Le budget annexe n°453 « Bâtiments d'activités économiques » ;
- Le budget annexe n°454 « Mobilité » ;
- Le budget annexe n°455 « Scènes de Pays » ;
- Le budget annexe n°456 « Eau » ;
- Le budget annexe n°457 « Assainissement collectif » ;
- Le budget annexe n°458 « Assainissement non collectif » ;
- Le budget annexe n°459 « GEMAPI et eaux pluviales ».

Budget principal :

Résultats reportés :

Excédent de fonctionnement : 26 846 292.54 €

Excédent d'investissement : 2 329 611.59 €

Restes à réaliser :

En dépenses de fonctionnement (PLH) : 6 498 785.00 €

En dépenses d'investissement : 2 180 207.86 €

Les crédits inscrits en restes à réaliser d'investissement, sont réduits de 636 377.07 € repris en crédits d'investissement au budget annexe n°459 « GEMAPI et eau pluviale ».

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Augmentation des recettes fiscales et compensations suite à notification : 1 064 485.00 €

	BP 2023	BS 2023	TOTAL 2023
CFE	6 703 000 €	137 153 €	6 840 153 €
TA FNB	115 000 €	6 615 €	121 615 €
IFER	1 146 000 €	136 901 €	1 282 901 €
TASCOM	1 040 000 €	62 108 €	1 102 108 €
Alloc Comp.	185 000 €	27 735 €	212 735 €
Compensation CFE	2 889 000 €	106 748 €	2 995 748 €
Compensation socle CVAE	6 218 000 €	189 064 €	6 407 064 €
Compensation dynamique CVAE		398 161 €	398 161 €
TOTAL	18 296 000 €	1 064 485 €	19 360 485 €

À noter que la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), diminuée de moitié en 2023, puis supprimée en 2024, sera versée aux collectivités comme compensation dès cette année. Le budget

supplémentaire prend en compte ce mode de versement par annulation des crédits inscrits au chapitre 731 – fiscalité locale, et imputation de ces crédits au chapitre 74 – dotations et participations.

De même il a été procédé à la réaffectation des crédits de financement par les communes du service mutualisé d'instruction du droit des sols, du chapitre 74 – dotations et participations, au chapitre 70 – produits des services, remboursement de frais par les communes.

10 082 568.62 € de participations supplémentaires aux budgets annexes ont été provisionnées :

Budget n° 452 « Zones d'activités économiques » :

Prise en charge du déficit 2022 : 6 594 940.49 €

Substitution du recours à l'emprunt par l'autofinancement : 1 855 000.00 €

Budget n°453 « Bâtiments d'activités économiques » :

Provisionnement complémentaire et autofinancement SYNERGIE : 1 000 000.00 €

Pour équilibre de la section de fonctionnement déficitaire : 39 781.15 €

Budget n°454 « Mobilité » :

Provisionnement complémentaire et autofinancement d'aires de covoiturage : 335 014.00 €

Budget n°458 « Assainissement non collectif » :

Couverture exceptionnelle du déficit généré par la structuration du service : 228 832.98 €

Budget n°459 « GEMAPI et eau pluviale » :

Augmentation des amortissements : 29 000.00 €

En Investissement :

Suite à la reprise des résultats, le recours à l'emprunt a été supprimé : 1 584 395.51 €

Un provisionnement complémentaire a été inscrit en remboursement du capital : 200 000.00 €

Provisionnement pour le versement d'une avance remboursable : 100 000.00 €

Inscription en crédits du remboursement d'une avance remboursable : 50 000.00 €

Provisionnement complémentaire aux immobilisations en cours 54 000.00 €

Équilibre du budget :

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par un autofinancement complémentaire de 1 181 549.23 €

Considérant le suréquilibre de la section de fonctionnement, 700 000 € de crédits supplémentaires ont été provisionnés en dépenses de fonctionnement :

Chapitre 011 – Charges à caractère général : 200 000.00 €

Chapitre 012 – Charges de personnel : 200 000.00 €

Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante 200 000.00 €

Chapitre 67 – Charges spécifiques 50 000.00 €

Chapitre 68 – Dotation aux provisions : 50 000.00 €

Le suréquilibre restant 9 353 821.69 €, est inscrit en autofinancement et les crédits correspondant provisionnés en dépenses d'investissement au chapitre 21 – immobilisations corporelles.

Budget annexe « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » :

Résultats reportés :

Excédent d'exploitation : 337 043.29 €

Excédent d'investissement : 4 593 396.26 €

Restes à réaliser :

En dépenses d'investissement : 500 718.50 €

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Diminution des recettes de redevance (modification des tarifs) : 111 540.00 €

En Investissement :

Suite à la reprise des résultats, le recours à l'emprunt a été supprimé : 3 880 630.48 €

Équilibre du budget :

Une baisse de 212 047.28 € de l'autofinancement prévu au budget primitif garantit l'équilibre de la section d'investissement.

Le suréquilibre de la section d'exploitation, 437 550.57 €, est inscrit en augmentation des dépenses imprévues.

Budgets annexes « Zones d'activités économiques » :

Résultats reportés :

Déficit d'investissement : 6 594 940.49 €

Autres modifications notables :

En Investissement :

Substitution du recours à l'emprunt par autofinancement : 1 855 000.00 €

Équilibre du budget :

L'équilibre du budget est assuré par la participation du budget principal, soit 8 449 940.49 € utilisés en autofinancement pour l'équilibre de la section d'investissement.

Budget annexe « Bâtiments d'activités économiques » :

Résultats reportés :

Déficit de fonctionnement : 335 984.15 €

Excédent d'investissement : 1 795 992.84 €

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Transfert de charges à caractère général (011) vers charges spécifiques (67) : 6 400.00 €

En Investissement :

Suite à la reprise des résultats, ont été supprimés :

Le recours à l'emprunt : 1 216 757.00 €

L'autofinancement prévu pour l'équilibre des opérations financières : 300 000.00 €

Provisionnement complémentaire pour SYNERGIE : 1 000 000.00 €

Équilibre du budget :

L'équilibre du budget est assuré par une participation complémentaire du budget principal, pour 1 035 984.15 €, dont 1 000 000 € est inscrit en autofinancement de SYNERGIE.

Budget annexe « Mobilité » :

Résultats reportés :

Déficit d'investissement : 2 020.38 €

Autres modifications notables :

En Investissement :

Provisionnement complémentaire pour réalisation d'aires multimodales : 510 000.00 €

Équilibre du budget :

Le déficit d'investissement, 2 020.38 €, est couvert par l'affectation en réserve de l'excédent de fonctionnement 2022.

Le besoin complémentaire pour la réalisation des aires multimodales et réalisé par autofinancement, ainsi dégagé :

Reprise des dépenses imprévues inscrites au budget primitif : 174 986.00 €

Participation complémentaire du budget principal : 335 014.00 €

Budget annexe « Scènes de Pays » :

Résultats reportés :

Excédent d'investissement : 66 200.69 €

Équilibre du budget :

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par l'inscription de 66 200.69 € de crédits en provision au chapitre 21 – immobilisations corporelles.

Budget annexe « Eau » :

Résultats reportés :

Excédent d'exploitation : 4 214 184.93 €

Excédent d'investissement : 3 560 504.63 €

Restes à réaliser :

En dépenses d'investissement : 494 952.57 €

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Diminution des charges à caractère général : 189 600.00 €

Augmentation des autres charges de gestion courante : 349 000.00 €

Augmentation des charges exceptionnelles : 221 000.00 €

Diminution des recettes de location des antennes : 30 000.00 €

Inscription des produits exceptionnels pour pénalité et solde Véolia : 285 754.00 €

En Investissement :

Suite à la reprise des résultats, le recours à l'emprunt a été supprimé : 3 283 510.00 €

Équilibre du budget :

Le suréquilibre de la section d'exploitation de 4 089 538.93 €, est ainsi réparti :

Dépenses imprévues d'exploitation : 80 000.00 €

Autofinancement : 4 009 538.93 €

La section d'investissement est équilibrée par un provisionnement au chapitre 23 – immobilisations en cours, de 3 791 580.99 €

Budget annexe « Assainissement collectif » :

Résultats reportés :

Excédent d'exploitation : 1 287 462.15 €

Excédent d'investissement : 86 414.54 €

Restes à réaliser :

En dépenses d'investissement : 1 486 839.50 €

L'excédent d'investissement ne couvrant pas les restes à réaliser, une affectation en réserve de l'excédent 2022 de fonctionnement a été réalisée pour 1 400 424.96 €.

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Augmentation des charges à caractère général : 50 000.00 €

Augmentation des charges de personnel (rectification répartition avec SPANC) : 25 000.00 €

Augmentation des autres charges de gestion courante : 100 000.00 €

Augmentation des charges exceptionnelles : 70 000.00 €

Augmentation des amortissements : 131 000.00 €

Suite à la reprise des résultats, le produit de redevance assainissement inscrit pour l'équilibre du budget primitif, soit 894 510.00 €, a été supprimé. Cependant, un produit supplémentaire de 500 000.00 € est inscrit pour prendre en compte le montant réellement attendu, soit au total 8 500 000 €.

En Investissement :

Prise en compte de subventions supplémentaires : 1 085 000.00 €

Équilibre du budget :

Le suréquilibre de la section d'exploitation de 519 280.15 €, est inscrit en dépenses imprévues d'exploitation.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par une diminution du recours à l'emprunt pour 1 213 672.00 €.

Budget annexe « Assainissement non collectif » - SPANC :

Résultats reportés :

Déficit d'exploitation : 228 832.98 €

Excédent d'investissement : 4 469.03 €

À titre exceptionnel, le déficit d'exploitation lié à l'installation du service, 228 832.98 €, est pris en charge par le budget principal.

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Diminution des charges de personnel (rectification répartition avec AC) :25 000.00 €
Diminution des charges de personnel extérieur :25 000.00 €

Le produit des contrôles inscrit pour l'équilibre du budget primitif, soit 109 100.00 €, a été supprimé. Cependant, un produit supplémentaire de 60 000.00 € est inscrit pour prendre en compte le montant réellement attendu, soit au total 382 000 €.

Équilibre du budget :

Le suréquilibre de la section d'exploitation de 900.00 €, est inscrit en dépenses imprévues d'exploitation.

L'équilibre de la section d'investissement est assuré par un provisionnement au chapitre 21 – immobilisations corporelles, de 4 669.03 €.

Budget annexe « GEMAPI et eaux pluviales » :

Résultats reportés :

Excédent d'investissement repris du budget principal :636 377.07 €

Autres modifications notables :

En fonctionnement :

Augmentation de la dotation aux amortissements :29 000.00 €

En investissement :

Inscription au chapitre 23 – immobilisation en cours, des crédits restants à réaliser, 636 377.07 €, repris du budget principal.

Équilibre du budget :

L'équilibre de la section de fonctionnement est assuré par une participation supplémentaire du budget principal de 29 000.00 €.

La section d'investissement est équilibrée par la reprise partielle du résultat du budget principal et un provisionnement de 29 000.00 € au chapitre 21 – immobilisations corporelles.

Le montant total des crédits, en dépenses et recettes, des budgets supplémentaires, principal et annexes, sont les suivants :

	Section de fonctionnement		Section d'investissement		Total des deux sections	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Budget principal 450	27 909 477.54 €	27 909 477.54 €	11 655 552.48 €	11 655 552.48 €	39 565 030.02 €	39 565 030.02 €
Budget annexe 451 « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés »	225 503.29 €	225 503.29 €	500 718.50 €	500 718.50 €	726 221.79 €	726 221.79 €
Budget annexe 452 « zones d'activités économiques »	8 449 940.49 €	8 449 940.49 €	6 594 940.49 €	6 594 940.49 €	15 044 880.98 €	15 044 880.98 €
Budget annexe 453 « bâtiments d'activités économiques »	1 035 984.15 €	1 035 984.15 €	1 279 235.84 €	1 279 235.84 €	2 315 219.99 €	2 315 219.99 €
Budget annexe 454 « mobilités »	335 014.00 €	335 014.00 €	512 020.38 €	512 020.38 €	847 034.38 €	847 034.38 €
Budget annexe 455 « Scènes de Pays »			66 200.69 €	66 200.69 €	66 200.69 €	66 200.69 €
Budget annexe 456 « Eau »	4 469 938.93 €	4 469 938.93 €	4 286 533.56 €	4 286 533.56 €	8 756 472.49 €	8 756 472.49 €
Budget annexe 457 « Assainissement collectif »	895 280.15 €	895 280.15 €	1 489 167.50 €	1 489 167.50 €	2 384 447.65 €	2 384 447.65 €
Budget annexe 458 « Assainissement non collectif »	179 732.98 €	179 732.98 €	4 469.03 €	4 469.03 €	184 202.01 €	184 202.01 €
Budget annexe 459 « GEMAPI et eaux pluviales »	29 000.00 €	29 000.00 €	665 377.07 €	665 377.07 €	694 377.07 €	694 377.07 €

Le Conseil communautaire :

Vu le Code général des Collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1612-4 à L. 1612-7 et L. 2311-1 et suivants ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Considérant le projet de budgets supplémentaires pour l'année 2023 ;

Après en avoir délibéré :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire principal 2023 n°450, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget principal	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	27 909 477.54 €	11 655 552.48 €	39 565 030.02 €
Recettes	27 909 477.54 €	11 655 552.48 €	39 565 030.02 €

Article 2 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°451 « Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Collecte et traitement des déchets des	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
---	------------------------------	-----------------------------	-------

ménages et déchets assimilés »			
Dépenses	225 503.29 €	500 718.50 €	726 221.79 €
Recettes	225 503.29 €	500 718.50 €	726 221.79 €

Article 3 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°452 « Zones d'activités économiques » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Zones d'activités économiques »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	8 449 940.49 €	6 594 940.49 €	15 044 880.98 €
Recettes	8 449 940.49 €	6 594 940.49 €	15 044 880.98 €

Article 4 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°453 « Bâtiments d'activités économiques » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Bâtiments d'activités économiques »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	1 035 984.15 €	1 279 235.84 €	2 315 219.99 €
Recettes	1 035 984.15 €	1 279 235.84 €	2 315 219.99 €

Article 5 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°454 « Mobilités » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Mobilités »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	335 014.00 €	512 020.38 €	847 034.38 €
Recettes	335 014.00 €	512 020.38 €	847 034.38 €

Article 6 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°455 « Scènes de Pays » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Scènes de Pays »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses		66 200.69 €	66 200.69 €
Recettes		66 200.69 €	66 200.69 €

Article 7 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°456 « Eau » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Eau »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	4 469 938.93 €	4 286 533.56 €	8 756 472.49 €
Recettes	4 469 938.93 €	4 286 533.56 €	8 756 472.49 €

Article 8 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°457 « Assainissement collectif » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Assainissement collectif »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	895 280.15 €	1 489 167.50 €	2 384 447.65 €
Recettes	895 280.15 €	1 489 167.50 €	2 384 447.65 €

Article 9 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°458 « Assainissement non collectif » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « Assainissement non collectif »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	179 732.98 €	4 469.03 €	184 202.01 €
Recettes	179 732.98 €	4 469.03 €	184 202.01 €

Article 10 : D'approuver, à l'unanimité, le budget supplémentaire annexe n°459 « GEMAPI et eaux pluviales » 2023, dont la balance générale s'établit comme suit :

Budget annexe « GEMAPI et eaux pluviales »	Section de fonctionnement	Section d'investissement	Total
Dépenses	29 000.00 €	665 377.07 €	694 377.07 €
Recettes	29 000.00 €	665 377.07 €	694 377.07 €

2- Pôle Aménagement

2.1- Délibération N°C2023-04-19-10 : Demande de renouvellement d'exemption de l'application de l'article 55 de la loi SRU encadrant la production de logements locatifs sociaux.

EXPOSÉ :

Monsieur Richard CESBRON, 10^{ème} Vice-président, expose :

La création, au 15 décembre 2015, des communes nouvelles de Beaupréau-en-Mauges, Chemillé-en-Anjou, Mauges-sur-Loire, Montrevault-sur-Èvre, Orée d'Anjou et Sèvremoine, dépassant toutes le seuil de 15 000 habitants, appartenant à Mauges Communauté, EPCI de plus de 50 000 habitants, les a fait entrer dans le champ d'application de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) qui impose de disposer d'un taux minimum de logements sociaux, selon des critères définis par le code de la construction et de l'habitation (CCH), soit 20 % pour les communes précitées.

Néanmoins, et afin de prendre en considération la singularité de chaque territoire concerné par le champ d'application de la loi, le législateur a créé différents mécanismes d'exemption. Ainsi, pour ce qui concerne les périodes triennales 2017-2019 puis 2020-2022, l'ensemble des communes de Mauges Communauté a bénéficié d'une exemption relative à la mise en œuvre des dispositions mentionnées à l'article 55 de la loi SRU.

Par délibération n°C2019-11-20-07 en date du 20 novembre 2019, le Conseil Communautaire de Mauges Communauté a adopté son premier Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2025. Afin de tendre progressivement vers l'objectif de 20 %, il prévoit de renforcer la production de logements locatifs sociaux à hauteur de 15 % de la production totale de logements, soit 590 logements locatifs sociaux projetés sur la période 2019-2025.

La loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, conforte, tout en le faisant évoluer le dispositif SRU concernant le logement social. Elle pérennise le dispositif au-delà de 2025, introduit le contrat de mixité sociale et fait notamment évoluer les modalités d'exemption.

La liste des communes exemptées est arrêtée sur proposition des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dont elles sont membres, après avis du représentant de l'État dans le département et dans la région et de la commission nationale mentionnée à l'article L. 302-9-1-1 du code

de la construction et de l'habitation (CCH). Cette liste ne peut comprendre que des communes entrant dans l'une des deux catégories suivantes :

1° Les communes qui ne sont pas situées dans une agglomération de plus de 30 000 habitants et dont l'isolement ou les difficultés d'accès aux bassins de vie et d'emplois environnants les rendent faiblement attractives, définies dans des conditions précisées par décret en Conseil d'Etat ;

2° Les communes situées dans une agglomération ou un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) dans lesquels le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes dans le parc locatif social, est inférieur à un seuil fixé par décret.

Au regard du contenu du décret n° 2023-107 du 17 février 2023, il est proposé de délibérer afin de solliciter l'application de l'un des motifs d'exemption précités pour la prochaine période triennale 2023-2025, et ce, pour le compte des six communes appartenant à Mauges Communauté.

Un rapport par commune membre de l'EPCI est annexé à la présente délibération. Ce rapport justifie la demande d'exemption qui sera adressée au préfet de département, et ce, pour les six communes appartenant à Mauges Communauté. Une instruction de la demande sera ensuite réalisée au sein des services de l'État à l'échelle départementale, puis régionale et enfin au niveau national. Un nouveau décret listant les communes officiellement exemptées sur la période triennale 2023-2025 sera pris en juillet 2023.

Le Conseil communautaire :

Vu les statuts de Mauges Communauté comprenant la compétence obligatoire en matière d'équilibre social de l'habitat ;

Vu l'article 55 de la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu l'article 55 et suivants, l'article 65 et suivants de la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS

Vu les articles L. 302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation ;

Vu le décret n° 2023-107 du 17 février 2023 pris pour l'application du 1° du III de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de Mauges Communauté, n° C2019-11-20-07 du 20 novembre 2019, adoptant le Programme Local de l'Habitat 2019-2025 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Habitat de Mauges Communauté du 21 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à la majorité (un (1) vote contre : Olivier MOUY) :

- DÉCIDE :

Article premier : De solliciter, pour le compte de ses six communes membres, l'exemption de l'application de l'article 55 de la loi SRU concernant la production de logements locatifs sociaux pour la période triennale 2023-2025 au titre de l'un des motifs d'exemption inscrits dans le code de la construction et de l'habitation ;

Article 2 : D'annexer, en accord avec ses communes membres, les six dossiers de demande d'exemption correspondant, en mettant en exergue, les données correspondant aux indicateurs détaillés dans le décret n° 2023-107 du 17 février 2023 ;

Article 3 : D'autoriser M. Le Président, ou à défaut, M. Richard CESBRON, Vice-Président en charge de l'Habitat, à transmettre ces six dossiers de demande d'exemption au préfet de département.

Question de Monsieur Paul NERRIERE : Les 20 % de logements sociaux sont l'objectif ; actuellement nous sommes bien à environ 10 % ?

Réponse de Monsieur Richard CESBRON : Oui.

Question de Monsieur Paul NERRIERE : A combien pourrions-nous être fin 2025 suite à ce projet ambitieux ?

Réponse de Monsieur Richard CESBRON : Nous n'atteindrons pas les 20 % à la fin de la période triennale. Pour cela, il faudrait construire encore beaucoup plus de logements. Or il faut construire au rythme dont notre territoire a besoin. Il ne faut pas oublier que c'est un ratio : dès qu'il se développe du parc privé, le ratio public ne progresse pas. Il faut continuer à développer le logement, parc privé et public, pour augmenter l'attractivité de notre territoire. Donc cela dépendra du rythme de construction du parc privé, mais fin 2025 on sera autour de 14 à 15 %.

Intervention de Monsieur Olivier MOUY : 420 logements d'ici 2025, sur 4700, cela ne permettra d'atteindre qu'environ 11 %, ce que j'avais déjà signalé en 2020-21-22. Or les budgets ont montré que Mauges Communauté a les moyens. De plus, le secteur du logement est l'un des principaux émetteurs de carbone, or il y a une urgence climatique depuis déjà plusieurs années. Nous pourrions faire beaucoup plus, et cela soutiendrait l'économie locale, nous pourrions aussi recourir à des matériaux biosourcés.

Réponse de Monsieur Richard CESBRON : Dans l'accompagnement que nous menons auprès des bailleurs sociaux, la question de la sobriété énergétique est visée. Il faut aussi prendre en compte leur difficulté à faire, à suivre un rythme soutenu, à « changer de braquet ». Nous menons aussi d'autres politiques publiques pour accompagner les habitants sur ce sujet : outre les objectifs de sobriété énergétique, la reconquête des centre-bourgs, la révision du règlement d'attribution des aides à la rénovation énergétique qui vise l'utilisation des matériaux biosourcés, et les habitants se saisissent de ce sujet pour aller vers l'obtention des étiquettes énergétiques A et B en sollicitant les aides. Nous rencontrerons en juin les professionnels du bâtiment.

Question de Madame Geneviève GAILLARD : Les objectifs sont ambitieux. Je m'interroge cependant sur la hausse des taux, conjuguée aux taux d'usure actuels, qui risquent de freiner l'investissement privé. Prenons-nous cela en compte aujourd'hui dans nos réflexions ?

Réponse de Monsieur Richard CESBRON : Du côté du parc public, nous avons rencontré les bailleurs récemment, l'objectif de 420 logements est plutôt un projet qui va de façon certaine être réalisé. Concernant le privé, notre politique volontariste d'accompagnement des habitants permettra peut-être justement de compenser les effets de la conjoncture économique pour les constructeurs privés. A l'échelle du Maine-et-Loire, nous sommes la collectivité qui offre le meilleur accompagnement dans ce domaine. De plus, il y a également les OPAH-RU sur Chemillé-en-Anjou et Beaupréau-en-Mauges, qui se déploieront sur les quatre autres communes dès janvier prochain. Cela va accélérer le rythme ; si la conjoncture économique a un effet freinant, on restera sur le rythme actuel. On est assez en anticipation sur le sujet. Par ailleurs, on peut aussi évoquer le dispositif « Petites villes de demain » actuellement en place à Mauges-sur-Loire : sur ce type de projet comme globalement dans le domaine de l'habitat il y a certes de l'inertie, mais on devrait en voir les effets par la suite.

3- Pôle Développement

3.1- Délibération N°C2023-04-19-11 : Prestation de coworking sur le site Synergie à Saint-Pierre-Montlimart (commune de Montrevault-sur-Èvre) – Convention de billetterie avec la SPL ÔsezMauges.

EXPOSÉ :

Monsieur Franck AUBIN, 3^{ème} Vice-président, expose :

Compétente pour le développement économique, Mauges Communauté s'est porté acquéreur le 25 mai 2022 de l'ancien bâtiment appartenant au groupe Lacroix Electronics situé 25 Avenue Bon Air à Saint-Pierre-Montlimart, commune de Montrevault-sur-Èvre, afin d'y développer un projet dénommé SYNERGIE. Ce projet a pour but de créer un espace partenarial au cœur des Mauges, dédié à l'exercice de quatre fonctions cibles : l'innovation, la découverte des métiers et des savoir-faire, la formation et le tourisme d'affaires. Ouvert aux acteurs économiques, tourné vers tout le territoire, il a pour objectif d'impulser une nouvelle dynamique économique, en créant un écosystème renforçant la compétitivité des Mauges dans toutes ses activités et sur toutes ses communes.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le site accueille, dans ces 1000 m² de bureaux disponibles, un espace de coworking. Cet espace de travail partagé permet aux indépendants ou aux entreprises de **louer un ou plusieurs postes de travail de façon ponctuelle**. Le tarif de location est fixé au prix unitaire de 10 € HT par jour, soit 12 € TTC, vendu par forfait de 10 journées.

Le coworking est un mode de travail qui s'inscrit complètement dans la démarche du projet Synergie, puisqu'il a vocation à favoriser les échanges entre utilisateurs, grâce à des espaces conviviaux et des temps de rencontre. Afin de faciliter la gestion de cette activité, et à titre transitoire, la Société Publique Locale ÔsezMauges, créée par Mauges Communauté en 2018, assurera, dans le cadre de son activité de tourisme d'affaires et de billetterie loisirs, un service de billetterie simplifiant ainsi la réservation, le paiement et la vérification des tickets de coworking. Ce service comprend :

- La vente en ligne sur osezmauges.fr à travers son logiciel de billetterie WeLogin ;
- Les frais d'encaissement y compris les commissions bancaires ;
- L'accès à une application sur smartphone permettant le contrôle d'accès.

Chaque semestre, le montant total des recettes perçues par ÔsezMauges sera reversé à Mauges Communauté, accompagné d'un état des ventes.

Afin d'assurer cette prestation, la SPL facturera à Mauges Communauté, une commission de 5% sur les montants hors taxes encaissés, TVA applicable au taux en vigueur en sus.

Il est donc proposé à Mauges Communauté de conclure une convention de billetterie avec la SPL ÔsezMauges afin d'assurer la vente des tickets de coworking sur le site SYNERGIE. Cette convention, d'une durée d'un an, commencerait à courir à compter du 1er janvier 2023 à titre de régularisation, pour se terminer le 31 décembre 2023. Elle fixe notamment le montant et les conditions de mise en œuvre de la prestation.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable de la commission Économie en date du 12 avril 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la convention de billetterie à conclure avec la SPL Ôsez Mauges, pour assurer la vente des tickets de coworking sur le site SYNERGIE à Saint-Pierre-Montlimart, commune de Montrevault-sur-Èvre.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président, à signer ladite convention.

3.2- Délibération N°C2023-04-19-12 : Zone d'activités du Tranchet II à La Pommeraye (commune de Mauges-sur-Loire) – Transfert des biens des communes nécessaires à l'exercice de la compétence développement économique.

EXPOSÉ :

Monsieur Franck AUBIN, 3^{ème} Vice-président, expose :

Par délibération du 16 novembre 2016 référencée n°C2016-11-16-08, le Conseil communautaire a approuvé le transfert de diverses parcelles, propriété des communes membres de la communauté d'agglomération, situées dans le périmètre des zones d'activités, en pleine propriété à Mauges Communauté qui est titulaire de la compétence obligatoire « développement économique ».

Il convient de modifier cette délibération en raison de l'omission de plusieurs parcelles, référencées au tableau ci-dessous :

Commune Nouvelle	Commune déléguée	Nom de la ZA	Section	Numéro	Surface
MAUGES-SUR-LOIRE	La Pommeraye	Le Tranchet	H	1737	47 m ²

Il est donc proposé de compléter le transfert des parcelles nécessaires à l'exercice de la compétence développement économique par les parcelles référencées ci-dessus. Dans ce cadre, le transfert interviendra au coût de 0,00 €.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L. 5211-17 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu sa délibération du 16 novembre 2016 référencée n°C2016-11-16-08 ;
Vu l'avis favorable de la Commission Économie du 12 avril 2023 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;
Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

DÉCIDE :

Article premier : De transférer au profit de Mauges Communauté les parcelles énoncées ci-dessus, par acte administratif à établir par les services de Mauges Communauté, au coût de 0,00 €.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer les actes à recevoir pour le transfert des biens immobiliers listés ci-dessus.

3.3- Délibération N°C2023-04-19-13 : Zone d'activités des Trois Routes Est à Chemillé (commune de Chemillé-en-Anjou) – Vente d'un terrain au profit de la SCI CGVL.

EXPOSÉ :

Monsieur Franck AUBIN, 3^{ème} Vice-président, expose :

Il est proposé de vendre à la SCI CGVL, entreprise spécialisée dans la location de box, représentée par Monsieur Christophe OGERON, dont le siège social est sis zone d'activités Actipôle à Saint-André-de-la-Marche, commune de Sèvremoine, un terrain situé sur la zone d'activités des Trois Routes Est à Chemillé, commune de Chemillé-en-Anjou. Ce terrain, destiné à la construction d'un bâtiment professionnel, est cadastré section ZY numéro 130, pour une contenance de 2 437 m². Conformément au compromis en date du 16 février 2023, la vente aurait lieu moyennant le prix de 20,00 € HT/m², soit la somme de 48 740,00 € HT.

Le service France Domaine a été saisi de ce projet de cession ; il a rendu un avis conforme à la proposition de prix énoncée ci-dessus, le 12 avril 2023.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L. 3211-14 du Code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu la délibération n°C2021-12-15-19 en date du 15 décembre 2021, portant révision de la grille tarifaire pour la commercialisation des espaces fonciers des zones d'activités économiques ;
Vu l'avis favorable de la Commission Économie du 15 février 2023 ;
Vu l'avis favorable de France Domaine du 12 avril 2023 ;
Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;
Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la cession au profit de la SCI CGVL, représentée par Monsieur Christophe OGERON, d'un terrain cadastré section ZY numéro 130, pour une superficie de 2437 m², sur la zone d'activités des Trois Routes Est à Chemillé, commune de Chemillé-en-Anjou, au prix de 20,00 € HT/m², soit la somme de 48 740,00 € HT.

Article 2 : De réaliser la cession au régime de TVA en vigueur.

Article 3 : De réaliser la cession par acte authentique qui interviendra soit au profit de la SCI CGVL, soit au profit de toute personne physique ou morale que ces derniers se réservent de désigner, à la condition que cette substitution n'entraîne pas l'application des dispositions des articles L.312-1 et suivants du Code de la consommation. La SCI CGVL sera tenue solidairement avec la personne substituée ou désignée, de tous les engagements pris envers Mauges Communauté aux termes des présentes conventions.

Article 4 : D'autoriser Monsieur le Président, ou à défaut, Monsieur Franck AUBIN, 3^{ème} Vice-président, à signer l'acte authentique et, plus généralement, toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette vente qui sera reçue par l'office notarial de Maîtres Mathieu-Bethouart-Pirotais, notaires à Chemillé, commune de Chemillé-en-Anjou.

Article 5 : De mettre à la charge de l'acquéreur les frais, droits et honoraires de l'acte authentique.

3.4- Délibération N°C2023-04-19-14 : Alter Énergies – Prise de participation financière et constitution de la SAS dédiée au portage d'un projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 8 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la société par actions simplifiée dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou.

La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 230 300 € dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

La commune nouvelle de Terranjou, propriétaire de l'ancienne décharge d'une surface d'environ 32.000 m² a souhaité valoriser ce terrain en réalisant un projet de ferme solaire photovoltaïque. Le projet d'implantation se situe à 2 km de Martigné-Briand.

Pour ce faire, Alter Énergies a proposé à la commune de Terranjou de créer une structure de portage conjointe entre elle, Alter Énergies et ERCLLA (structure citoyenne Energies Loire Layon Aubance). Alter Énergies sera l'investisseur principal et portera le développement du projet tandis que la commune apportera une contribution minoritaire tout en gardant une prise de décision tout au long du déroulement du projet. Dans l'attente de la création de cette société qui permettra la rédaction d'une promesse de bail, il est prévu qu'un protocole d'accord soit signé avant de démarrer les premières études de développement.

D'après les premières études de faisabilité, la ferme solaire pourra permettre l'installation de panneaux sur environ 3,2 hectares de foncier. Le parc accueillera ainsi près de 5 600 panneaux pour une puissance totale d'environ 3,0 MWc et une production annuelle de 3 500 MWh. Cette production d'électricité représente l'équivalent de la consommation d'électricité, hors chauffage, de 1 600 foyers.

L'investissement prévisionnel pour ce projet est estimé à 2 550 000 € HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé à 64 700 € HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital et Comptes Courants d'Associés rémunérés et le solde par emprunts bancaires :

	€HT
Dont CAPEX	2 550 000 €
Dont BFR	73 000 €
Investissement total	2 623 000 €
Fond propres (15%)	393 450 €
Emprunts bancaires (85%)	2 229 550 €

La répartition des participations des actionnaires dans la SAS Centrale Solaire des Perrières est projetée comme suit :

Associés	Part (%)	Montant capital	Montant CCA
Alter Energies	60 %	300	230 000 €
Commune de Terranjou	5 %	25	19 000 €
ERCLLA	35%	175	134 000 €
TOTAL	100%	500 €	383 000 €

La répartition ci-dessus présentée est un maximum pour Alter Énergies. Dans l'hypothèse initiale, il est prévu qu'Alter Énergies puisse prendre une participation financière dans la SAS à hauteur de 47,5% de cette dernière. La structure citoyenne se verrait également prendre une participation dans la SAS à hauteur de 47,5%.

Pendant la phase travaux et la phase exploitation, la Présidence sera assurée par Alter Énergies.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la prise de participation financière et la constitution de la SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou, par la SAEML Alter Énergies, pour un montant maximum de 230 300 € dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 8 novembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la constitution de la SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou par la SAEML Alter Énergies (SAS constituée conjointement entre Alter Énergies, la Commune de Terranjou et ERCLLA),

Article 2 : D'approuver la participation financière de la SAEML "Alter Énergies" dans la SAS « Centrale Solaire des Perrières » dédiée au portage du projet de Centrale Solaire des Perrières sur la commune de Terranjou pour un montant maximum de 230 300 € dont la répartition est envisagée comme suit : 300 € en capital social et 230 000 € sous forme d'avances en comptes courants d'associés.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.5- Délibération N°C2023-04-19-15 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Éolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 8 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la société par actions simplifiée dédiée au portage du projet du Parc Éolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon.

La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 814.187,50 € (dont 37 500 € de prime de participation au développement et 75 000 € de prime de succès), sous forme de capital et d'avances en comptes courants d'associés dont la répartition reste à définir.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :
Le parc éolien de La Marette est une zone d'un potentiel de 4 machines en développement depuis 2014 par la société ÉnergieTEAM, située sur la commune de Bellevigne-en-Layon (anciennes communes de Champ-sur-Layon et Thouarcé).

Il est envisagé de réaliser le projet avec 4 éoliennes de type Enercon E138 de 4,2 MW de puissance unitaire, et atteignant 180 m de hauteur en bout de pale. La puissance totale sera donc de 16,8 MW.
D'après une étude de productible établie par ÉnergieTEAM, la production annuelle en P50 est envisagée à 37 298 MWh, soit 2 220 h/an équivalentes pleine charge.

Il est proposé aux partenaires du territoire (ERCLLA, Alter Énergies et Énergie Partagée) d'acquérir la moitié du parc éolien, soit 2 éoliennes, après obtention de l'autorisation environnementale, moyennant une participation dès la phase de développement et certaines conditions. Cela se concrétisera par la signature d'un protocole d'accord en cours de finalisation.

Le projet est actuellement porté par la société « Ferme Eolienne de la Marette », 100% détenue par ÉnergieTEAM. Une fois l'autorisation environnementale obtenue, il est prévu qu'ÉnergieTEAM crée une nouvelle société de projet « NewCo » (nom provisoire), à laquelle la société « Ferme Eolienne de la Marette » cédera 50% de ses actifs (2 éoliennes + 1 poste de livraison). ÉnergieTEAM vendra ensuite 100% de la « NewCO » aux acteurs du territoire.



ÉnergieTEAM propose les conditions d'acquisition suivantes :

- Versement d'une prime de 150 000 € par les acteurs du territoire à ÉnergieTEAM avant obtention de l'autorisation environnementale (cette prime sera donc perdue en cas d'échec du projet) ;
- Paiement d'une prime de succès (« Success fee ») de 300 000 € par les acteurs du territoire à ÉnergieTEAM lors de l'obtention de l'autorisation environnementale (délai de recours non purgé),
- Signature d'un contrat d'AMO Construction par « NewCo » avec ÉnergieTEAM pour un montant de 150 000 €, ;

Au total, dans ces conditions, les frais d'acquisition du parc s'élèveraient donc à 450 000 € (dont 150 000 € à risque) + 150 000 € de contrat d'AMO Construction.

L'investissement prévisionnel pour ce projet soit un parc de 2 éoliennes est estimé à 11 631 230 € HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé à 650 600 € HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital, de comptes courants d'associés, dont la répartition n'est pas encore déterminée. Le reste sera emprunté auprès de partenaires bancaires. Il est envisagé d'amortir et de financer le parc sur 20 ans, et de l'exploiter pendant 30 ans :

INVESTISSEMENT		
Investissement		11 631 k€
Fonds propres	28,0%	3 256,7 k€
Montant de l'emprunt		8 374 k€
Taux de l'emprunt		2,20%
Durée		20
Annuité		522,09 k€
COMPTABILITE		
Durée du compte d'exploitation		30 ans
Taux d'impôt sur les Sociétés		25%
Durée d'amortissement		20 ans
DSCR moyen en P90 (hypothèse bancaire)		1,20

La structure de portage :

Nom de la société	« NewCO » (nom provisoire, à définir)
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	3 256 750 €
Nombre d'actionnaires envisagé	3

La participation d'Alter Énergies est envisagée à hauteur de 25 % soit 814 187,50 € sous forme de capital et de Comptes Courants d'Associés dont la répartition n'est pas encore déterminée.

Il est prévu que la Présidence soit assurée par ERCLLA, et que la gestion soit assurée par Alter Énergies.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire d'approuver la prise de participation financière d'Alter Energies dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Eolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon, par la SAEML Alter Énergies, pour un montant maximum de 814 187,50€ (dont 37 500 € de prime de participation au développement et 75 000 € de prime de succès), sous forme de capital et d'avances en comptes courants d'associés dont la répartition reste à définir et le cas échéant, d'approuver la constitution de la SAS dédiée au portage du projet.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 8 novembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la participation financière de la SAEML "Alter Énergies" dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Eolien de la Marette sur la commune de Bellevigne-en-Layon pour un montant maximum de 814 187,50 € (dont 37 500 € de prime de participation au développement et 75000 € de prime de succès), sous forme de capital et d'avances en comptes courants d'associés dont la répartition reste à définir et le cas échéant, d'approuver la constitution de la SAS dédiée au portage du projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.6- Délibération N°C2023-04-19-16 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Éolien du Louroux Béconnais sur la commune de Val d'Erdre Auxence.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 8 novembre 2022, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la société par actions simplifiée dédiée au portage du projet du Parc Éolien du Louroux Béconnais sur la commune de Val d'Erdre Auxence.

La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 270 450 € dont la répartition est envisagée comme suit : 450 € en capital social et 270 000 € pour la prise en charge d'études externes, directement ou via des avances en compte courant d'associés de la SAS projet.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

La Communauté de communes des Vallées du Haut Anjou s'est appuyée sur le SIEMML, Récit et Alter Énergies pour analyser le potentiel éolien de la communauté de communes, et le présenter dans chacune des communes concernées avec la proposition d'une démarche de portage de projet territoriale.

La commune de Val d'Erdre Auxence s'est montrée intéressée par cette démarche, qui a abouti à l'identification de 3 zones d'implantation potentielle (1 par commune déléguée : Villemoisais, La Cornuaille, Le Louroux-Béconnais). Après étude par Alter Énergies du contexte éolien de chaque zone et de leurs contraintes, le conseil municipal de la commune a décidé de n'engager que celle du Louroux-Béconnais, et s'est donc opposé au développement de projets sur les 2 autres.

La zone du Louroux-Béconnais comporte 3 sous-zones, avec un potentiel maximal estimé à 5 machines d'une hauteur maximale de 150 m en bout de pale (plafond aérien) et est maîtrisée par Total Énergies (promesses de baux signées avec les propriétaires). Par conséquent, des discussions ont été engagées avec ce développeur afin de trouver un accord accordant la meilleure place possible au territoire.

Les échanges avec Total Énergies ont abouti à la proposition d'un contrat de partenariat dont les principaux termes sont les suivants :

- Création d'un comité de suivi constitué de Total Énergies et Alter Énergies, auquel pourront être invitées d'autres parties (commune, EPCI, SIEMML, Récit...) afin de les informer de l'avancement, et au sein duquel seront abordés les principaux sujets liés au développement du projet, l'instruction de la demande d'autorisation environnementale, la construction, puis l'exploitation du parc.
- Création d'une société de projet (SAS au capital de 1 000 €) dès que possible avec pour répartition du capital :

En phase de développement :

Associé	Part (%)	Montant capital	Montant CCA
Total Énergies	55 %	550 €	330 000 €
Alter Énergies	45 %	450 €	270 000 €
TOTAL	100%	1 000 €	600 000 €

En phase de développement, après l'entrée de la (les) structure(s) citoyenne(s)

Associé	Part (%)	Montant capital	Montant CCA
Total Énergies	40 %	400 €	240 000 €
Alter Énergies	30 %	300 €	180 000 €
Structure(s) citoyenne(s)	30 %	300 €	180 000 €
TOTAL	100%	1 000 €	600 000 €

En phase exploitation il est prévu de conserver cette même répartition de fonds propres, mais les montants devront être redéfinis en fonction des coûts d'investissements.

- Rôles :
 - Alter Énergies apporte un appui permanent sur toutes les phases, en particulier la concertation avec le territoire.
- Frais externes :
 - Après la signature du protocole d'accord et avant la création de la SAS projet : pris en charge à 40% par Alter Énergies, 60% par Total Énergies.

- Après création de la SAS projet : pris en charge par la SAS.
- Budget estimé à 600 000 € HT pour l'ensemble du projet.
- Contrats entre la SAS et les parties :
 - Rémunération de développement : les parties pourront décider de s'octroyer une prime de succès à l'obtention de l'autorisation environnementale (décision du Comité Stratégique).
 - Total Énergies :
 - Contrat d'AMO développement (50 000€ HT/MW) ;
 - Contrat d'AMO construction (1% du coût total du projet au moment du closing financier) ;
 - Contrat d'exploitation maintenance (conditions non définies encore, sera décidé par le Comité Stratégique).
- Alter Énergies :
 - Contrat d'AMO développement (25 000€ HT/MW) ;
 - Contrat de gestion administrative et financière de la SAS (5 000€ HT/an en phase de développement puis 10 000€ HT/an en phase d'exploitation).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au conseil communautaire d'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies au capital de la SAS dédiée au portage du projet de Parc Éolien du Louroux Béconnais sur la commune de Val d'Erdre Auxence pour un montant maximum de 270 450 € dont la répartition est envisagée comme suit : 450 € en capital social et 270 000 € pour la prise en charge d'études externes, directement ou via des avances en compte courant d'associés de la SAS projet et le cas échéant, d'approuver, la constitution de la SAS dédiée au portage du projet.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 8 novembre 2022 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la participation financière de la SAEML "Alter Énergies" dans la SAS dédiée au portage du projet de Parc Éolien du Louroux Béconnais sur la commune de Val d'Erdre Auxence pour un montant maximum de 270 450 € dont la répartition est envisagée comme suit : 450 € en capital social et 270 000 € pour la prise en charge d'études externes, directement ou via des avances en compte courant d'associés de la SAS projet et le cas échéant, d'approuver, la constitution de la SAS dédiée au portage du projet.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.7- Délibération N°C2023-04-19-17 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS Noyant Bio Énergies dédiée au portage d'un projet de méthanisation sur la commune de Noyant Villages.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 30 janvier 2023, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société, la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS Noyant Bio Énergies dédiée au portage d'un projet de méthanisation sur la

commune de Noyant Villages, sous réserve de l'obtention par la SAS de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et du permis de construire purgé de tout recours et de l'accord de financement du projet. La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 100 000 € sous forme de capital social et 250 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés : La SAS Noyant Bio Énergies est un collectif de 20 exploitations agricoles depuis 2019. Ce collectif agricole va valoriser 25 900 T/an de matières agricoles (effluent d'élevage + CIVEs + paille & menues pailles) pour produire 150~160 Nm³/h de biométhane.

Le projet est implanté sur la commune de Noyant-Villages (49490), à l'Est du département du Maine-et-

	€ HT
Total à financer	7 723 112 €
Investissements	6 392 780 €
Frais Financement, intérêts intercalaires, montage dossier	395 864 €
DSRA compte de réserve de la dette	253 886 €
BFR	300 000 €
Imprévus	380 582 €
Total des ressources	1 805 841 €
Fonds Propres (et Quasi Fonds Propres)	603 840 €
Subvention ADEME	599 500 €
SEM ALTER	350 000 €
CIVE implantées octobre 22	40 000 €
Matériel de transport	212 501 €
Montant d'emprunt	5 917 271 €

Loire entre Baugé-en-Anjou et Noyant. Le site d'implantation se trouve en face de la station BioGNV de Lasse, des serres de la Salamandre et de l'unité de valorisation énergétique du SIVERT.

Projet d'envergure et complexe, il est néanmoins techniquement bien préparé avec un collectif impliqué et conscient de ses enjeux. Il bénéficie d'une bonne note environnementale avec un choix de site cohérent, une logistique qui pourra se faire au bioGNV avec la station GNV à proximité, l'absence de culture alimentaire, un digestat compatible avec l'Agriculture Biologique.

Positionnement géographique par rapport aux apporteurs de matières

Le site le plus éloigné est à 18 km, tandis que le plus proche est à moins d'1 km. Les sites sont en moyenne à 8,6 km du site de méthanisation.

Distances aux riverains

Les riverains les plus proches sont situés à 360m et 380m du site d'implantation mais sans aucune co-visibilité ou impact grâce au boisement entre les habitations et le site.

Proximité des réseaux de distribution

Avec une proximité immédiate au réseau de Gaz (10 ml à créer seulement), le site bénéficie d'un emplacement idéal.

De plus, la zone de Lasse accueille déjà 3 activités qui pourront bénéficier de l'implantation de cette usine de méthanisation :

- L'incinérateur et la plateforme de compostage ;
- La station GNV ;
- Le serriste (valorisation du bioCO₂).

Gisement de matières premières

Les ressources utilisées sont les suivantes :

- Effluents d'élevage (**77%** du tonnage brut du gisement) ;
- CIVES (**19%** du tonnage brut du gisement) ;
- Issus de silos, de paille et menues pailles (**4%** du tonnage brut du gisement).

L'investissement prévisionnel pour ce projet est estimé à 7 723 112 € HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé par la SAS Noyant Bio Energie à 1 079 880 € HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital et Comptes Courants d'Associés, d'une subvention et le solde par emprunt :

La répartition des participations des actionnaires dans la SAS Noyant Bio Énergies est projetée comme suit :

Nom de la société	Noyant Bioénergies
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	402 000
Nombre d'actionnaires envisagé	21

Nature	Montant
Capital des associés agriculteurs	302 000
Capital apports ALTER Énergies	100 000
CCA des associés agriculteurs	302 000
CCA apports ALTER Énergies	250 000
TOTAL	954 000

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au conseil communautaire, sous condition de la levée des réserves précitées, d'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS dédiée au portage du projet de méthanisation de la SAS Noyant Bio Énergies sur la commune de Noyant Villages pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 100 000 € sous forme de capital social et 250 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 30 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver, sous condition de la levée des réserves précitées, la participation financière de la SAEML "Alter Énergies" dans la SAS Noyant Bio Énergies dédiée au portage du projet de méthanisation sur la commune de Noyant Villages pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 100 000 € sous forme de capital social et 250 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.8- Délibération N°C2023-04-19-18 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS BioÉnergie Vihiers dédiée au portage d'un projet de méthanisation sur la commune de Lys-Haut-Layon.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 30 janvier 2023, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société sous réserve que la SAS obtienne l'accord de financement du projet, la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS BioÉnergie Vihiers sur la commune de Lys-Haut-Layon.

La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 175 000 € sous forme de capital social et 175 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

La SAS BioÉnergie Vihiers est un collectif de 47 agriculteurs constituée depuis 2014 et valorisant depuis 2017 des matières agricoles (95% effluent d'élevage + Culture Intermédiaire à Valorisation Énergétiques) via une centrale de cogénération de 1189 kWh électrique et 2 MW thermique. Cette valorisation permet de produire l'équivalent en électricité de 900 000 litres de fioul (consommation de 3 000 foyers) et en chaleur l'équivalent de 300 000 litres de fioul (consommation de 6 établissements présents sur la commune : maison de santé, collège, piscine...).

À partir de 2023, la SAS BioÉnergie Vihiers doit mettre son agrément sanitaire en conformité avec la réglementation en investissant dans un système d'hygiénisation de son digestat (pasteurisation par chauffage à 70°C). Par ailleurs, ceci ira de pair avec une augmentation de sa capacité de traitement et l'apport annuel complémentaire de +8 760 T/an de CIVEs (passage de 2 940 T/an cultivés sur 98 hectares à 11 700 T/an cultivés sur 390 hectares).

Il est donc prévu l'ajout d'un nouveau moteur (637 kWh soit +50% de production), d'un bâtiment de stockage des résidus de cultures agricoles et de culture intermédiaire à valorisation énergétique, ainsi qu'un bâtiment de stockage pour la matière issue du 2ème moteur.

Le projet est implanté sur la commune de Lys-Haut-Layon (Vihiers 49310), au Sud du département du Maine-et-Loire en bordure de sa rocade sur un terrain de 4 hectares, et est aujourd'hui bien intégré à son territoire. La centrale de méthanisation est existante depuis maintenant 5 ans. Aucune modification topographique ou d'accès n'est prévue dans le cadre du projet présenté. La centrale injecte sa production de biogaz depuis 2017.

Positionnement géographique par rapport aux apporteurs de matières

Le gisement de matière est collecté en moyenne à 5 km du site de méthanisation (distance pondérée avec le tonnage) et le site le plus éloigné est à moins de 10 km.

Distances aux riverains

Les riverains les plus proches sont situés à 320 m et 400 m du site.

Proximité des réseaux de distribution

Le process de méthanisation de cette installation est celui de la cogénération. En effet, cette centrale n'injecte pas le biogaz produit comme d'autres méthaniseurs, mais de l'électricité générée par la combustion de ce biogaz, ainsi que de la chaleur récupérée en cours de transformation de l'énergie. Cette énergie thermique utilise le réseau de chaleur pour desservir des consommateurs locaux tel le centre aquatique ou le lycée de Vihiers.

Gisement de matières premières

Les ressources utilisées sont les suivantes :

- 70 500 tonnes/an de déjections animales :
 - Lisiers 26 000 tonnes (6% de matières sèches) ;
 - Fumiers 40 000 tonnes (26% de matières sèches) ;
 - Lactosérum 2 500 tonnes (6% de matières sèches).
- 3 500 tonnes/an de matière végétale :
 - Résidus de Cultures Agricoles (RCA) 1 500 tonnes (85% de matières sèches) ;
 - Culture Intermédiaire à Vocation Énergétique (CIVE) 2 000 tonnes (30% de matières sèches).

L'investissement prévisionnel pour ce projet est estimé à 2 228 000 € HT et le coût des charges d'exploitation du projet est estimé par la SAS BioÉnergie Vihiers à 1 763 500 € HT.

Le financement de l'opération est prévu avec une part de fonds propres sous forme de capital et Comptes Courants d'Associés, d'une subvention et le solde par emprunt :

	€ HT
Total à financer	2 228 000 €
Total des ressources	2 228 000 €
Fonds Propres (et Quasi Fonds Propres)	598 000 €
Subvention	/ €
Montant d'emprunt	1 630 000 €

La répartition des participations des actionnaires dans la SAS BioÉnergie Vihiers est projetée comme suit :

Nom de la société	Bioénergie Vihiers
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	701 240 €
Nombre d'actionnaires envisagé	48

Nature	Montant
Capital actuel des associés fondateurs (agriculteurs)	526 240
Capital complémentaire ALTER Énergies	175 000
CCA actuel des associés fondateurs (agriculteurs)	100 000
CCA complémentaire fondateurs (agriculteurs)	100 000
CCA complémentaire ALTER Énergies	175 000
TOTAL	1 076 240

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au conseil communautaire, sous condition de la levée de la réserve précitée, d'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS BioÉnergie Vihiers dédiée au portage du projet de méthanisation sur la commune de Lys-Haut-Layon pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 175 000 € sous forme de capital social et 175 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 30 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver sous condition de la levée de la réserve précitée, la participation financière de la SAEML "Alter Énergies" dans la SAS BioÉnergie Vihiers dédiée au portage du projet de méthanisation sur la commune de Lys-Haut-Layon pour un montant maximum de 350 000 € soit prévisionnellement 175 000 € sous forme de capital social et 175 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.9- Délibération N°C2023-04-19-19 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS dédiée au portage d'un projet de Centrale Solaire de l'Ebeaupinière à Segré-en-Anjou-Bleu.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 30 janvier 2023, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS Centrale Solaire de l'Ebeaupinière à Segré-en-Anjou-Bleu.

La prise de participation financière d'Alter Energies est envisagé pour un montant maximum de 425 € sous forme de capital social.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés :

La SAEML Énergies et la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté (ABC) souhaitent collaborer pour développer, réaliser et exploiter conjointement un projet de centrale solaire au sol sur l'ancienne décharge située à l'Ebeaupinière, sur la commune de Segré-en-Anjou Bleu.

La Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté est propriétaire depuis le 1er janvier 2022 du site de l'Ebeaupinière, ancien centre d'enfouissement de déchets de la commune de Segré. Ce site est aujourd'hui inexploité depuis sa fermeture en 1994. La déchetterie en fonctionnement de Segré est adjacente à la zone d'enfouissement. La Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté a la volonté de valoriser ce foncier fatal d'une superficie totale de 4,7 hectares (dont 3 hectares environ ayant vocation à rester exploités par la déchetterie communautaire) et a souhaité confier à la SAEML Alter Énergies le développement d'une installation photovoltaïque.

La centrale solaire pourra permettre l'installation de 2 900 panneaux pour une puissance totale d'environ 1,3 MWc et une production annuelle de 1 500 MWh sur environ 1,6 hectare de foncier. Cette production d'électricité représente l'équivalent de la consommation d'électricité hors chauffage de 500 foyers.

Des travaux de VRD spécifiques au projet sont intégrés au business plan prévisionnel du fait de la présence de l'ancien centre d'incinération.

La conception restera très standard avec une structure porteuse métallique sur laquelle viendront se poser les panneaux. Le format optimal sera à déterminer via l'étude solaire précise.

La dimension de cette centrale la classe dans les « petits » projets au sol. En effet, la moyenne avoisine le 4 à 5 MWc pour obtenir plus aisément des niveaux de faisabilité car les coût fixes restent sensiblement les mêmes (études, frais financiers, raccordement, etc...). Le projet de l'Ebeaupinière possède le bel avantage d'avoir à proximité immédiate un poste de transformation (devant le portail) et un poste source (à 600m). L'optimisation du raccordement et des autres postes de coûts fixes sera un des leviers de la réussite du projet.

La répartition des participations des actionnaires dans la SAS Centrale Solaire de l'Ebeaupinière est projetée comme suit :

Nom de la société	CS de l'Ebeaupinière
Type de société	SAS
Capital social envisagé à terme	500 €
Nombre d'actionnaires envisagé	2

Répartition des fonds propres :

Associés	Part (%)	Montant capital
Alter Energies	85 %	425
Anjou Bleu Communauté	15 %	75

TOTAL	100 %	500 €
--------------	--------------	--------------

La participation d'Alter Énergies est envisagée sous forme de capital social et sous forme d'avance en compte courant d'associés.

Pendant la phase travaux et la phase exploitation, la Présidence sera assurée par Alter Énergies.

Au vu de l'évolution du projet et du contexte autour de l'énergie et dans l'attente de la finalisation de l'actionnariat, le Conseil d'Administration a délibéré dans un premier temps uniquement sur la prise de participation financière de la Société au capital social soit un montant de 425 € permettant ainsi la création de la SAS Centrale Solaire de L'Ebeaupinière.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la constitution conjointe avec la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, d'une société par actions simplifiée « SAS Centrale Solaire de l'Ebeaupinière » dédiée au développement, à la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge située à l'Ebeaupinière à Segré en Anjou Bleu, située sur le territoire de la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, par apport en numéraire en capital d'un montant de cinq cents euros (500 €), à libérer en totalité lors de la constitution.
- d'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies au capital social de SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire au sol de l'Ebeaupinière à Segré-en-Anjou-Bleu pour un montant de 425 €.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 30 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la constitution conjointe avec la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, d'une société par actions simplifiée « SAS Centrale Solaire de l'Ebeaupinière » dédiée au développement, à la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque au sol sur l'ancienne décharge située à l'Ebeaupinière à Segré en Anjou Bleu, située sur le territoire de la Communauté de Communes Anjou Bleu Communauté, par apport en numéraire en capital d'un montant de 500 €, à libérer en totalité lors de la constitution.

Article 2 : D'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies au capital social de SAS dédiée au portage du projet de Centrale Solaire au sol de l'Ebeaupinière à Segré-en-Anjou-Bleu pour un montant de 425 €.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

3.10- Délibération N°C2023-04-19-20 : Alter Énergies – Prise de participation financière dans la SAS dédiée au portage d'un projet de Parc Éolien de la Ferrière-de-Flée sur la commune de Segré-en-Anjou-Bleu.

EXPOSÉ :

Monsieur Luc PELÉ, Conseiller délégué et 16^{ème} membre du Bureau, expose :

Par délibération, en date du 30 janvier 2023, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a approuvé, sur avis favorable du Comité d'engagement de la Société la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS Parc Éolien la Ferrière-de-Flée sur la commune de Segré-en-Anjou-Bleu. La prise de participation financière d'Alter Énergies est envisagée pour un montant maximum de 400 250 € soit prévisionnellement 250 € sous forme de capital social et 400 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil d'Administration de la Société a délibéré connaissance prise des éléments ci-après exposés : Il est indiqué qu'en 2018, suite à des échanges avec plusieurs acteurs du territoire de la commune nouvelle de Segré-en-Anjou-Bleu, ainsi qu'avec des propriétaires et exploitants directement concernés par le projet, la société Valeco a mené différentes études (techniques, environnementales, paysagères) sur le périmètre envisagé sur le territoire afin d'en connaître le potentiel pour le développement d'un projet éolien.

Suite à ces différentes études, plusieurs scénarios d'implantations ont pu être identifiés, pour aboutir à un projet optimisé et cohérent avec le territoire qui permettrait un impact moindre sur la faune et la flore locale, et une intégration dans le paysage local.

Afin de répondre à la demande de la gouvernance locale, Valeco, sous l'impulsion d'Anjou Bleu Communauté, a entrepris des discussions avec Alter Énergies et Segré-en-Anjou-Bleu afin d'étudier l'ouverture de l'actionnariat de ce projet éolien.

Le résultat des premières études a permis d'identifier les différents enjeux environnementaux et techniques du projet, le scénario retenu se constituerait de deux machines.

Aucun modèle n'a été choisi à ce jour mais pour des raisons d'intégration paysagère, le projet est développé avec un gabarit de 150m bout de pale, et un rotor entre 90 et 95 m.

La puissance unitaire des éoliennes envisagées avec ce gabarit sera entre 3 et 4 MW, soit une puissance totale pour le parc entre 6 et 8 MW.

Le budget total de développement est de 600 000 € HT.

Une société de projet de type SARL a déjà été créée en 2019 par Valeco pour le projet. Les échanges avec VALECO ont abouti à la proposition suivante :

Actionnariat et portage :

- Transformation de la SARL en SAS Parc Éolien de la Ferrière de Flée, avec un capital de 500 € et la répartition suivante pendant la phase de développement :

ACTIONNAIRES DE LA SAS	%	CAPITAL
		500 €
VALECO	40%	200 €
Segré-en-Anjou-Bleu	10%	50 €
Alter Énergies	50%	250 €

- Il est prévu qu'une holding citoyenne puisse entrer au capital ultérieurement. Elle pourra acquérir les parts de la commune si celle-ci souhaite se retirer, et autrement elle acquerra des parts auprès d'Alter Énergies.
- Constitution d'un Comité de suivi, externe à la SAS, comprenant les associés, à minima, ainsi que la communauté de communes, avec deux réunions annuelles pour évoquer l'actualité du projet dans ses phases développement, construction et si besoin lors de la phase d'exploitation.
- Pendant la phase de développement, l'ensemble des frais externes et internes seront financés via des avances d'associés, réalisées au prorata des détentions en capital. Il est proposé que la commune ne participe pas à cette prise de risque et donc ne réalise pas ces avances d'associés, mais qu'Alter Énergies se substitue à la commune pour financer cette part de 10%.

ACTIONNAIRES DE LA SAS	%	CAPITAL	AVANCES D'ASSOCIÉS
		500 €	600 000 €
VALECO	40%	200 €	240 000 €
Segré-en-Anjou-Bleu	10%	50 €	
Alter Énergies	50%	250 €	360 000 €

Dans le cadre de ce projet, la participation d'Alter Énergies est donc envisagée à hauteur de 250 € sous forme de capital social et 360 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Cependant, le Conseil d'Administration de la SAEML Alter Énergies a délibéré sur un montant maximum de 400 250 € soit 250 € en capital social et 400 000 € en comptes courants d'associés afin de laisser de la souplesse dans le montage financier du projet.

La Présidence et la Gestion Administrative et Financière de la société seront assurées par Alter Énergies.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales, la participation de la SAEML Alter Énergies fait préalablement l'objet d'un accord exprès de ses collectivités locales actionnaires disposant d'un siège au Conseil d'Administration, à savoir le Département de Maine-et-Loire, le Syndicat intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, Angers Loire Métropole, la Communauté d'Agglomération Mauges Communauté, l'Agglomération du Choletais et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Au regard de ce qui précède, il est proposé au conseil communautaire d'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS dédiée au portage du projet de parc Éolien la Ferrière-de-Flée sur la commune de Segré-en-Anjou-Bleu pour un montant maximum de 400 250 € soit prévisionnellement 250 € sous forme de capital social et 400 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Le Conseil communautaire :

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil d'Administration d'Alter Énergies du 30 janvier 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la prise de participation financière d'Alter Énergies dans la SAS dédiée au portage du projet de parc Éolien la Ferrière-de-Flée sur la commune de Segré-en-Anjou-Bleu pour un montant maximum de 400 250 € soit prévisionnellement 250 € sous forme de capital social et 400 000 € sous forme d'avance en comptes courants d'associés.

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision et, notamment, à la notifier à la Société Alter Énergies.

4- Pôle Transition écologique

4.1- Délibération N°C2023-04-19-21 : Financement du service Gestion des déchets à compter du 1^{er} mai 2023.

EXPOSÉ :

Monsieur Gilles PITON, 5^{ème} Vice-Président, expose :

1. Contexte :

Dans le cadre de l'exercice de sa compétence obligatoire de collecte et traitement des déchets des ménages et assimilés, Mauges Communauté met en œuvre un service constitué de trois (3) grandes activités : la collecte et le traitement des ordures ménagères, la collecte sélective et la gestion des déchèteries. Elle déploie des actions de sensibilisation pour inciter ses usagers à réduire leur production

de déchets avec un plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) ambitieux approuvé par la délibération n°C2022-03-23-31 du 23 mars 2022. Ce plan doit permettre à chacun de garder à l'esprit que « moins de déchets c'est mieux ».

La gestion de ce service public à caractère industriel et commercial relève d'un budget annexe, dont les charges doivent être couvertes par des ressources propres.

La plus importante de ces ressources est la redevance incitative due par les usagers, qui est un outil financier au service de la prévention des déchets, en vigueur depuis 2011 sur le territoire.

Grâce à l'ensemble des actions mises en œuvre, Mauges Communauté présente un coût du service maîtrisé et des résultats quantitatifs performants.

La trajectoire budgétaire de ce service a été revue pour assurer, d'ici à l'exercice 2025, l'équilibre du budget affecté, d'une part, par les performances de tri des usagers qui ne sont pas compensées intégralement par la valorisation de tous les déchets et, d'autre part, par le poids de facteurs extérieurs (TGAP, cours mondiaux des matières rachetées fluctuants, précarité des partenariats, traitement, etc...).

Les résultats de l'exercice budgétaire 2022 ont un résultat plus positif qu'envisagé. L'équilibre budgétaire est atteint.

Toutefois, il est nécessaire de prendre en compte l'évolution prévisionnelle des charges du service en 2023 et de soutenir le projet ambitieux d'évolution des déchèteries. L'objectif est de recourir le moins possible à l'emprunt en autofinanciant une partie des travaux des rénovations des déchèteries.

Ainsi la prospective budgétaire 2021 à 2030, qui mesure l'évolution des charges et recettes du service à moyen terme, a été mise à jour. Elle permet de revoir à la baisse le taux d'évolution des tarifs du service à partir du 1^{er} mai 2023 passant de 4,7% à 2,5%.

Cette délibération abroge la délibération n°C2023-01-18-11 du 18 janvier 2023.

2. Nouveaux tarifs applicables au 1^{er} mai 2023 :

Le budget annexe du service déchets étant assujéti à la TVA, les tarifs sont présentés en € HT. La TVA en vigueur au moment de la facturation sera appliquée.

1. Montant de la redevance applicable à l'ensemble des usagers du service :

Forfait d'accès au service :

	Badge apport volontaire	140 litres	240 litres	360 litres	660 litres	770 litres	Contenant >2m ³
Montant mensuel € HT	11,02	11,02	14,92	18,48	27,48	29,98	71,72

Parties incitatives :

Les parties incitatives sont calculées du 1^{er} mai de l'année N au 30 avril de l'année N+1.

À la levée du bac ordures ménagères

	140 litres	240 litres	360 litres	660 litres	770 litres	Contenant >2m ³
0 à 6	3,80	6,99	10,08	17,80	20,13	56,43
7 à 12	4,48	8,22	11,85	20,94	23,68	66,39
13 et plus	4,93	9,04	13,04	23,03	26,05	73,03

À l'ouverture de tambour

0 à 18	1,26
19 à 36	1,49
37 et plus	1,64

Au passage en déchèteries

0 à 9	Inclus dans le forfait d'accès au service
10 à 15	5,59
16 et plus	8,38

Un usager professionnel qui souhaitera bénéficier uniquement de bacs pour les emballages devra s'acquitter d'un forfait d'accès au service d'un montant unique de 11,02 € HT/mois.

2. Montant spécifique pour les professionnels :

2.1. Service de collecte spécifique :

- Forfait collecte hebdomadaire : 17,94 € HT/mois
- Forfait collecte bi-hebdomadaire : 49,54 € HT/mois

2.2. Dépôts sur les déchèteries du territoire :

La liste des déchèteries accueillant les professionnels est la suivante :

- Beaupréau, ZA Dyna Ouest, 49600 BEAUPRÉAU-EN-MAUGES ;
- Le Longeron, Route de St Aubin, 49710 SÈVREMOINE ;
- Melay, La Haute Brosse, 49120 CHEMILLÉ-EN-ANJOU ;
- Montjean-sur-Loire, Le Petit Lapin, 49570 MAUGES-SUR-LOIRE ;
- Saint-Florent-le-Vieil, ZA Ribotte, 49410 MAUGES-SUR-LOIRE ;
- Saint-Germain-sur-Moine, Le Haut Fief, 49230 SÈVREMOINE ;
- Saint-Laurent-des-Autels, ZA Le Pâtis, 49270 ORÉE-D'ANJOU ;
- Saint-Macaire-en-Mauges, Le Bois Girard, 49450 SÈVREMOINE ;
- Saint-Pierre-Montlimart, ZI La Paganne, 49110 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE.

Les tarifs sont les suivants :

Flux	Prix unitaires
Tout-venant	18,96 € HT/m ³
Cartons	8,97 € HT/m ³
Gravats	22,04 € HT/m ³
Déchets verts	7,84 € HT/m ³
Bois	15,12 € HT/m ³

Les déchets dangereux des professionnels sont interdits en déchèteries.

Le volume facturé est au minimum de 1m³. Au-delà, les volumes sont facturés par tranche de 0,5m³.

Un usager professionnel qui souhaite accéder uniquement au service des déchèteries devra s'acquitter d'un forfait d'accès au service d'un montant de 11,02 € HT/mois.

3. Prix des récipients pour le remplacement suite à détérioration ou non restitution et autres tarifs :

Matériels	Montants unitaires
------------------	---------------------------

Clé triangle	15,00 € HT
Bac 140 litres	32,61 € HT
Bac 240 litres	35,82 € HT
Bac 360 litres	59,34 € HT
Bac 660 litres	247,51 € HT
Bac 770 litres	254,99 € HT
Carte accès service	8,00 € HT
Pose d'une serrure sur un bac	50,00 € HT
Forfait nouvelle livraison en cas de non nettoyage lors d'un échange	30,00 € HT

Le Conseil communautaire :

Vu les articles L.2224-1, L.2224-13 et L.2333-76 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis favorable de la Commission Politique des Déchets du 21 mars 2023 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'abroger la délibération n° C2023-01-18-11 du 18 janvier 2023.

Article 2 : De fixer les montants de la redevance applicables aux usagers du territoire de Mauges Communauté selon les montants fixés ci-dessus.

Article 3 : D'appliquer ces tarifs à compter du 1^{er} mai 2023.

4.2- Délibération N°C2023-04-19-22 : Convention de mise à disposition de colonnes d'apport volontaire pour les emballages verre et papier sur domaine privé.

EXPOSÉ :

Monsieur Gilles PITON, 5^{ème} Vice-Président, expose :

Mauges Communauté organise la collecte des emballages en verre et des papiers en apport volontaire pour ses usagers. Pour cela, elle a retenu l'entreprise BRANGEON Environnement pour réaliser cette prestation (Marché n°201912-451-L02 collecte en colonnes des Ordures Ménagères Résiduelles, du Verre et des Papiers).

Certaines colonnes d'apport volontaire ont été déployées sur le domaine privé afin de mettre à disposition un service pour certains professionnels.

Pour la collecte de ces colonnes, le prestataire circule sur des propriétés privées.

17 colonnes sont en service sur le territoire. La convention historique qui précise les engagements des différentes parties est juridiquement obsolète.

Il est proposé de définir une nouvelle convention pour formaliser plus précisément les engagements de chacune des parties. Cette convention comporte deux (2) parties :

- la définition des conditions de mise en place de ces colonnes,
- les contraintes de circulation sur voies privées.

La convention est présentée en annexe.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable de la Commission politique des déchets du 21 mars 2023,

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article unique : D'autoriser Monsieur le Président, ou à défaut, Monsieur Gilles PITON, 5^{ème} Vice-président, à signer cette convention de mise à disposition de colonne d'apport volontaire sur le domaine privé.

4.3- Délibération N°C2023-04-19-23 : Convention avec le SIEML dans le cadre du dispositif d'accompagnement de l'émergence de collectifs citoyens.

EXPOSÉ :

Madame Isabelle BILLET, 8^{ème} Vice-Présidente, expose :

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), approuvé par le Conseil communautaire le 18 novembre 2020, comporte deux actions (actions n°31 et n°36) visant à développer et accompagner les collectifs citoyens dans le cadre du développement des énergies renouvelables.

Ce travail partenarial s'inscrit également dans la stratégie en matière d'énergies renouvelables du territoire et dans les principes fondamentaux de la SEM Mauges Énergies.

Il existe plusieurs collectifs citoyens sur le territoire, certains d'entre eux se sont développés grâce à la collaboration des associations Récit et Alisée. Pour 2023, l'intention est de constituer deux nouveaux collectifs citoyens sur les communes d'Orée-d'Anjou et Sèvremoine.

Le SIEML a créé le dispositif « PollinisER » qui aide au financement de tout accompagnement par un prestataire spécialisé pour faire émerger un collectif citoyen d'énergies renouvelables. Pour être éligible, la collectivité doit faire appel à un prestataire qui interviendra sur son territoire sur les missions précisées dans le « cahier des charges PollinisER ». La méthodologie se décompose en trois phases distinctes (« L'essaim », « La ruche » et « L'envol »).

Cet accompagnement sera réalisé par l'association Alisée, membre du Réseau Énergies Citoyennes en Pays de la Loire pour un montant total de 21 600 €.

Conformément au règlement financier du dispositif « PollinisER », le montant pris en charge par le SIEML s'élève à 11 760 €.

Le différentiel, soit un montant de 9 840 €, sera à la charge de Mauges Communauté.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable de la Commission stratégie écologique et animation territoriale du 3 avril 2023 ;

Vu la délibération n° C2020-11-18-23 du Conseil communautaire de Mauges Communauté du 18 novembre 2020 concernant l'approbation du PCAET 2020-2025 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la convention avec le SIEML.

Article 2 : De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à défaut à Madame Isabelle BILLET, 8^{ème} Vice-Présidente, pour exécuter la présente délibération.

4.4- Délibération N°C2023-04-19-24 : Convention avec le SIEML dans le cadre du dispositif d'accompagnement à l'évolution des pratiques de mobilité dans les zones d'activités.

EXPOSÉ :

Madame Isabelle BILLET, 8^{ème} Vice-Présidente, expose :

Le Plan Climat Air Energie Territorial, approuvé le 18 novembre 2020, comporte une action (action n°11) visant à proposer aux salariés des solutions de mobilité durable.

Le plan mobilités approuvé par le Conseil communautaire le 22 mars 2023 comporte également des actions sur cette thématique.

Dans le cadre de l'appel à projet Transition Écologique approuvé par le Conseil communautaire le 18 janvier 2023, l'association Alisée fait partie des lauréats pour son projet « Eco-mobilité et accompagnement au changement sur ZA/ZI » avec un soutien financier de 30 000 € (sur un montant global de 60 000 €).

Le comité syndical du 22 mars 2022 du SIEMML a approuvé la mise en place du dispositif « Mobipro » d'accompagnement des EPCI à fiscalité propre pour aider au déploiement d'une animation dans les zones d'activités en matière de mobilité durable.

Les associations ne pouvant pas répondre à ce dispositif, le SIEMML attribue à Mauges Communauté une aide forfaitaire de 15 100 €.

En conséquence, il sera nécessaire d'indiquer la somme de 45 100 € dans la convention spécifique avec Alisée, le reste à charge de Mauges Communauté restant à 30 000 €.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable de la Commission stratégie écologique et animation territoriale du 6 mars 2023 ;

Vu la délibération n° C2020-11-18-23 du Conseil communautaire de Mauges Communauté du 18 novembre 2020 concernant l'approbation du PCAET 2020-2025 ;

Vu la délibération n° C2023-01-18-12 du Conseil communautaire de Mauges Communauté du 18 janvier 2023 concernant l'attribution des subventions de l'appel à projets Transition écologique ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la convention avec le SIEMML.

Article 2 : D'indiquer la somme de 45 100 € dans la convention avec Alisée validée par le Conseil communautaire du 18 janvier 2023.

Article 3 : De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à défaut à Madame Isabelle BILLET, 8^{ème} Vice-Présidente, pour exécuter la présente délibération.

4.5- Délibération N°C2023-04-19-25 : Participation à la gouvernance du GIEC Pays de la Loire et contribution financière.

EXPOSÉ :

Madame Isabelle BILLET, 8^{ème} Vice-Présidente, expose :

En octobre 2020, la Région Pays de la Loire a lancé une étude pour évaluer les impacts du changement climatique sur son territoire et a décidé la création d'un Groupe interdisciplinaire d'experts sur le changement climatique en Pays de la Loire.

Le premier rapport du GIEC régional dresse le diagnostic du territoire ligérien face au changement climatique. La Région a émis la volonté de l'ouverture de la gouvernance du GIEC aux collectivités et souhaite aussi que chaque collectivité puisse s'investir financièrement pour donner les moyens aux experts de poursuivre leur travail.

La contribution financière de Mauges Communauté s'élèvera à 5000 € pour l'année 2024, étant précisé que cette contribution sera susceptible d'être ensuite renouvelée par délibération du Conseil communautaire.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), approuvé le 18 novembre 2020, comporte un axe spécifique sur l'adaptation du territoire au changement climatique.

Dans ce cadre, le partenariat avec le GIEC Pays de la Loire pourra permettre de présenter le rapport et les préconisations aux élus et agents du territoire, de proposer une expertise sur des thématiques ciblées (grand cycle de l'eau, agriculture, SCoT) ou d'accompagner la création d'un observatoire local du changement climatique.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable de la Commission stratégie écologique et animation territoriale du 6 mars 2023 ;

Vu la délibération n° C2020-11-18-23 du Conseil communautaire de Mauges Communauté du 18 novembre 2020 concernant l'approbation du PCAET 2020-2025 ;

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'approuver la participation de Mauges Communauté à la gouvernance du Groupe interdisciplinaire d'experts sur le changement climatique en Pays de la Loire.

Article 2 : D'approuver la participation financière de 5000 € pour l'année 2024.

Article 3 : De donner tous pouvoirs à Monsieur le Président ou à défaut à Madame Isabelle BILLET, 8ème Vice-Présidente, pour exécuter la présente délibération.

Question de Monsieur Paul NERRIERE : Quelle est la relation entre le GIEC Pays de la Loire et le GIEC international ? Est-ce que cela ne fait pas double-emploi ?

Réponse de Madame Isabelle BILLET : La création du GIEC Pays de la Loire vient d'une volonté de la Présidente de Région, afin de solliciter la vingtaine d'experts qui composent ce groupement pour qu'ils suggèrent des préconisations. Ils sont en lien avec le GIEC au niveau international.

Intervention de Monsieur Olivier MOUY : Il ne semble pas y avoir de lien entre le GIEC Pays de la Loire et le GIEC international car il ne s'agit pas des mêmes experts, bien qu'ils travaillent sur les mêmes sujets. Par ailleurs, ces experts vont mener des études et formuler des préconisations, mais sur la partie théorique et non pratique. Pour l'aspect pratique, c'est le rôle des collectivités, notamment pour nous via le PCAET.

Réponse de Madame Isabelle BILLET : Dans le deuxième rapport du GIEC régional, qu'on peut considérer comme une boîte à outils, on trouve une cinquantaine de préconisations qui sont liées aux axes du PCAET, sur des sujets divers (habitat, aménagement, mobilité, agriculture...). Le GIEC Pays de la Loire fera aussi de la sensibilisation en étant présent auprès des élus, des agents et de la population. On passera à l'aspect pratique car le GIEC interviendra auprès de nous.

5- Grand cycle de l'eau

Néant.

6- Animation et solidarité territoriales

6.1- Délibération N°C2023-04-19-26 : Soutien financier exceptionnel aux victimes du séisme en Turquie et en Syrie.

EXPOSÉ :

Madame Émilie BOUVIER, 2^{ème} Vice-Présidente, expose :

Le 6 février dernier, un séisme de magnitude 7,8 sur l'échelle de Richter a frappé la Turquie et la Syrie, suivi d'une réplique d'intensité presque équivalente. Plus de 40 000 personnes ont perdu la vie. De nouvelles répliques importantes sont intervenues dans la nuit du 20 au 21 février. L'Organisation mondiale de la santé évalue le nombre de sinistrés à 26 millions, dont environ 5 millions de personnes vulnérables.

Face à cette catastrophe, la solidarité s'organise et Mauges Communauté souhaite venir en aide aux populations et aux collectivités territoriales affectées, en appui de la solidarité et des moyens déployés par l'État.

Aussi, en complémentarité de l'aide internationale qui relève de la compétence de l'État, il est proposé que Mauges Communauté attribue une subvention exceptionnelle de 10 000 euros au Fonds d'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (FACECO).

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a activé le FACECO afin de fédérer les initiatives de solidarité de ces dernières avec les populations victimes. Le FACECO est un fonds de concours qui permet aux collectivités territoriales françaises qui le désirent d'apporter une aide d'urgence aux victimes de crises humanitaires à travers le monde : il s'agit de l'unique outil de l'État donnant la possibilité aux collectivités territoriales françaises de répondre rapidement et efficacement aux situations d'urgence.

Le FACECO assure aux collectivités territoriales françaises que les fonds engagés seront utilisés avec pertinence eu égard à la situation d'urgence concernée et au terrain, qu'ils seront gérés par des experts de l'aide humanitaire d'urgence et que leur utilisation sera scrupuleusement tracée. Il garantit également une visibilité de la contribution des collectivités territoriales françaises.

Le Conseil communautaire :

Vu l'avis favorable du Bureau communautaire du 5 avril 2023 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DÉCIDE :

Article premier : D'octroyer une subvention exceptionnelle de 10 000 euros au Fonds d'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (FACECO) conformément aux modalités proposées par l'Association des Maires de France 49 ;

Article 2 : D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents relatifs à l'exécution de la présente.

Intervention de Monsieur Serge PIOU : La Commission Santé-Solidarités souhaite poursuivre le travail sur ce type de sujets.

Fin de séance : 19h48

Le Secrétaire de séance,
Olivier MOUY



Le Président,
Didier HUCHON

